



# LE MONDE OUVRIER THE LABOR WORLD

BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE  
RUE SHERBROOKE EST  
MONTREAL

34e Année — No 5

SAMEDI, 28 MAI 1949 — MONTREAL — SATURDAY, MAY 28, 1949

34th Year — No. 5

## La Fédération provinciale du Travail du Québec Dehors les communistes

La Fédération Provinciale du Travail du Québec tiendra sa douzième conférence annuelle dans la ville de Granby, au moment où ces lignes seront publiées. Il y aura, nous dit-on, plus de 400 délégués, venant de tous les coins de la province, rassemblés pour s'entretenir des problèmes économiques et sociaux auxquels le Travail Organisé doit faire face. Combien d'entre ces 400 délégués se rappelleront des débuts de notre Fédération, comment et par qui elle fut fondée et pourquoi le fut-elle?

Comme doyen du Travail Organisé — plus de soixante ans de syndicalisme — car je fus initié dans l'Union Typographique de Québec, en qualité d'apprenti, en janvier 1888, et depuis je n'ai cessé de faire partie du Travail Organisé, tant dans le Québec qu'aux États-Unis et toujours dans l'I.T.U., et même 5 ans de syndicalisme dans la Fédération Typographique de Belgique. Sans me flatter outre mesure, je puis dire que j'ai contribué quelque peu à développer le mouvement ouvrier et ce pendant les dures années de prosélytisme où tout conspirait pour lui mettre des entraves, pour l'empêcher de faire entendre sa voix. Combien de ces pionniers de la première heure n'ont-ils pas eu comme partage un renvoi immédiat dès que le patron apprenait qu'ils propageaient l'idée syndicale parmi ses ouvriers? Leur vie était faite de sacrifices et de dévouement; ils étaient des organisateurs volontaires — sans salaire, ni rémunération d'aucune sorte — mais le grain de senevé qu'ils ont planté a germé et est devenu l'arbre puissant, tenant tête à toute orage, qu'il est aujourd'hui. Vénérons la mémoire de tous ces braves cœurs qui sont disparus, ils ont passé en faisant le bien car ils étaient vraiment les gardiens de leurs frères.

### Comment la Fédération du Travail du Québec a-t-elle commencée?

Avant 1936, le Congrès des Métiers et du Travail du Canada élisait à chacune de ses conférences annuelles, un comité exécutif provincial dont la principale mission était d'aller en pèlerinage rendre visite à son gouvernement provincial respectif et lui soumettre le programme législatif adopté par cette conférence. C'était une affaire de routine. On se rendait à Québec, on était généralement bien reçu, on nous écoutait avec beaucoup de bienveillance, mais pas toujours, car je me rappelle d'une occasion où le premier ministre d'alors fit venir la police provinciale pour nous faire sortir de son bureau — je ne dirai pas à quel parti il appartenait, je laisse à l'imagination de chacun le plaisir de le trouver — ce n'est pas un casse-tête chinois car il a eu des successeurs qui y mettent un peu plus de forme, ils sont même vraiment gentils avec nous, mais comme résultat pratique, c'est kif kif bouricot. Par la suite, le Congrès nomma un courtiériste parlementaire qui suivait les sessions de la Législature et finissait, à force de ténacité, à obtenir de la législation. C'est de ce moment que nos Statuts s'enrichirent de quelques-unes de nos bonnes lois: inspection des établissements industriels, compensation dans les accidents du travail, salaire minimum, réduction de la semaine de travail, et que sais-je encore? Je remplis ces fonctions délicates pendant plusieurs sessions et ce à raison de \$35 par semaine en salaire et frais de déplacement. Si le montant en argent n'était pas bien fort, l'expérience acquise le fut, car cela me permit de surveiller devant le comité des bills publics et privés plusieurs mesures importantes et d'être nommé membre de plusieurs commissions d'études — entre autres celle qui s'occupa de la réparation des accidents du travail — et de me réveiller un beau matin avec le titre de président de la Commission du salaire minimum des femmes. C'était la première fois qu'un représentant du Travail Organisé était appelé à remplir des fonctions de président d'une commission gouvernementale.

Mais tout cela ne remplissait pas un vide que nous avions constaté maintes fois. L'industrie se développait dans des petits centres où il n'y en avait que bien peu; des unions se formaient mais il n'y avait pas de cohésion, ces syndicats n'étaient pas assez riches en finance pour envoyer des délégués aux conférences annuelles du Congrès des Métiers et du Travail du Canada, surtout lorsque ces conférences se tenaient dans d'autres parties du pays, ce qui était le cas assez souvent. Alors, les dirigeants de ces nouvelles unions ne pouvaient prendre contact avec les autres branches du mouvement, ils ne se familiarisaient pas avec la manière d'exposer les grands problèmes sociaux, il leur fallait un apprentissage si l'on voulait que notre mouvement prit de l'extension, il fallait faire quelque chose... mais quoi?

C'est alors que les confrères Arthur Martel, Arthur D'Aoust et moi-même songèrent à former une Fédération provinciale du travail qui, tout comme le Congrès des Métiers et du Travail du Canada, aurait une conférence annuelle dans le Québec, étudierait tout spécialement les problèmes affectant le Québec, à laquelle assisteraient comme délégués les représentants des unions ouvrières

(Suite à la page quatre)

### Comment sauvegarder la démocratie

Bien peu de membres du Travail Organisé International dans la province de Québec ou comme question de fait au Canada, sont des communistes ou des sympathisants. Nous sommes toutefois assez progressifs pour regarder avec dédain ce qui semble être une campagne impulsive et sans fin d'un certain groupe contre ce qu'il qualifie de périls communiste imminent. Cette propagande n'a certes pas un bien bon effet sur le mouvement syndical qui veut rester progressif et militant.

Nous n'avons nul désir de vivre dans un mouvement ouvrier qui est qualifié de "rose" s'il a le malheur de mentionner les profits énormes de grandes corporations et de faire une comparaison entre les taux de salaire et les profits exagérés de certaines d'entre elles. Le Travail Organisé ne peut permettre qu'on affuble ses dirigeants du qualificatif de "ronge" chaque fois que les circonstances veulent qu'ils protestent vigoureusement contre les abus de notre système économique.

Des salaires équitables et des conditions de travail raisonnables sont bien rarement offertes aux travailleurs sur un plateau d'argent. Le Travail doit apprendre à lutter pour gagner quelques sous additionnels dans l'enveloppe de paie qu'il obtient comme résultat de son effort collectif.

Il serait bien mieux pour ces employeurs qui crient si fort sur les dangers que court notre chère démocratie de donner plus de considération aux forces du Travail Organisé afin qu'elles puissent mieux préserver cette démocratie.

Il y a encore beaucoup trop de ces officiers exécutifs qui sont imprégnés du tokyisme le plus cru en dépit de leurs louanges verbales de notre système démocratique. Tout comme il y en a tant et tant qui jouent au Dr Jeckylls et Hydes lorsque les intérêts ouvriers sont en jeu. Combien de nos législatures n'essaient-elles pas de mettre au pilori le Travail Organisé. Le nombre d'officiers exécutifs qui ont protesté contre le néfaste Bill No 5, présenté l'hiver dernier, fut certes bien négligeable. Une grande majorité de ceux qui représentaient la grande industrie désiraient ardemment que les dispositions répressives de ce Code du Travail fussent maintenues, mais en dépit de cela avaient plein la bouche de notre "chère" démocratie.

Il est grand temps que les leaders du Travail Organisé informent ceux qui représentent les gros intérêts financiers qu'il n'y a aucune obligation pour le mouvement syndical à sauvegarder le système capitaliste actuel en ce pays lorsque ceux qui bénéficient le plus de ce système essaient sans cesse de détruire le Travail Organisé.

Si ceux qui représentent ces gros intérêts sont sages et prudents ils reconnaîtront que le Travail Organisé a droit à une certaine pro-

(Suite à la page 4)

Les jours se suivent et ne se ressemblent pas. Ainsi, lors de la conférence de Victoria, en octobre dernier, du Congrès des Métiers et du Travail du Canada, une des questions qui causa tout un émoi — presque une révolution interne — fut bien celle de la suspension de la Fraternité des commis de chemins de fer et de navigation pour avoir agi contrairement à une décision prise par la Conférence de Hamilton qui voulait que le Travail Organisé appuyât l'Union des marins canadiens. Cette suspension fut d'ailleurs levée par la même conférence car tout ce qu'on pouvait reprocher à cette Union c'était de ne pas avoir réprimandé son vice-président général Frank Hall pour avoir favorisé l'introduction au Canada de la Seafarers' International Union, qui est affiliée à la Fédération Américaine du Travail tandis que l'Union canadienne des marins est affiliée au Congrès des Métiers et du Travail du Canada.

Après plus d'une journée de discours plus ou moins intéressants, il fut décidé que le différend en jeu serait soumis au Comité de coordination de la Fédération Américaine d'une part et du Congrès du Travail d'autre part, pour en arriver à une entente satisfaisante pour les deux parties intéressées.

Aujourd'hui, les journaux nous apprennent que le Conseil Exécutif du Congrès des Métiers et du Travail du Canada venait de suspendre l'Union canadienne des marins pour avoir violé l'esprit et la lettre de la constitution dudit Congrès; pour avoir manqué de reconnaître et d'accepter ses responsabilités envers le Congrès et de ses unions affiliées; pour avoir publié de la littérature des plus insultantes envers des dirigeants syndicalistes sincères et dévoués qui avaient pourtant appuyé leur cause dans le passé.

Il paraîtrait de plus que l'Union des marins canadiens aurait pu éviter cette suspension si ses officiers exécutifs avaient démissionné.

C'était un secret de polichinelle que les officiers de cette Union étaient des "communistes" reconnus et que la plupart d'entre eux s'en étaient vantés en maintes circonstances, tout particulièrement au cours des séances des Conférences annuelles du Congrès.

Sous les circonstances, le Congrès avait à se prononcer, garder dans ses rangs l'Union des marins canadiens, sous emprise communiste, ou perdre plusieurs unions internationales qui avaient décidé de cesser leur affiliation au Congrès si l'Union des marins canadiens n'était pas boutée dehors. Il reste maintenant, — en accord avec la constitution, — pour la Conférence de Calgary qui se tiendra en septembre ou octobre prochain, de décider si cette suspension doit être maintenue, si cette Union des marins doit être expulsée ou bien si elle peut être réinstallée. Cette dernière hypothèse est inadmissible car si cela arrivait ce serait la fin du Congrès des Métiers et du Travail lui-même. Il est hors de doute que l'énorme majorité des délégués qui assisteront à cette Conférence voteront pour l'expulsion définitive de l'Union des marins canadiens.

Si j'ai l'avantage d'être délégué à cette Conférence de Calgary, je m'efforcerais de faire expulser non seulement l'Union des marins, mais je ferai tout ce qu'il me sera possible de faire pour que le Congrès nettoie ses rangs de tous les communistes — petits et grands — qui l'infestent et qui détruisent la bonne réputation qu'elle s'est acquise au cours des 65 années de son existence.

De plus, il s'avère que les officiers généraux de l'Union des marins canadiens ont fait preuve de mauvaise foi évidente en nombre de circonstances. Ne citons qu'un exemple: la résolution No 192 soumise par la Division No 2, Toronto - Baie Georgienne, Union des marins canadiens, à la Conférence de Victoria, — une résolution de trois pages, — demandait au No 4 du Résolu: "Que le Congrès demande à toutes ses unions affiliées et Conseils des Métiers, de redoubler leurs efforts pour fournir à l'Union des marins canadiens tout l'appui financier et moral nécessaire pour lui permettre de continuer la présente lutte aussi longtemps qu'il sera nécessaire, afin d'assurer la victoire aux marins, ce qui sera aussi une victoire pour les droits de toute la classe ouvrière, et une victoire pour les relations ouvrières pacifiques et démocratiques de ce pays".

Au comité des résolutions, dont j'étais secrétaire, j'ai recommandé qu'on supprime le mot "financier" de ladite résolution, j'ai même été dissident sur plusieurs autres "résolu" de cette résolution; la conférence a adopté de biffer le mot "financier" et de changer plusieurs autres parties de cette résolution, on trouvera cela à la page 309 du rapport des délibérations (version française), mais malgré cela, on lança en février dernier, une circulaire adressée à tous les corps affiliés demandant leur appui "financier". On avait même appelé une assemblée publique à la salle de l'Assistance Publique pour mousser cette campagne. Dès que j'appris ce qui se tramait, j'ai télégraphié de la Floride où je me trouvais pour raison de santé, protestant contre l'emploi d'une en-tête de lettre de la Fédération sur laquelle mon nom figurait comme secrétaire, aussi bien que les noms de Joseph Matte, Edouard Larose et Roger LaBrie

(Suite à la page quatre)

CONVENTION  
GREETINGS



**St. Lawrence Coaling  
Limited**

TROIS-RIVIERES

**AVERY - FORTIN Limitée**  
QUINCAILLERIE — PEINTURE  
ELECTRICITE — SPORT

Gros et détail  
366 Rue Principale      Téléphone: 2113  
**GRANBY, QUE.**

COMPLIMENTS  
of

**Canadian Car & Foundry Co.  
Limited**

**MacGowan Re-elected  
Boilermaker Chief**

After disposing of an impressive number of matters vital to the organization, the convention of the International Brotherhood of Boilermakers wound up just a little more than a week after it started.

Unusual harmony prevailed throughout. Delegates painstakingly re-worded many of the laws of the organization, adopted many resolutions on problems affecting the union and the nation, and transacted much other business with exceptional efficiency and dispatch though only after full study and discussion.

They gave a stirring demonstration of confidence in their officers by reelecting President Charles-J. MacGowan and all other members of the "official family," except for a change in one vice presidency.

*"JOB WELL DONE"*

In a great closing address just before the gavel fell, President MacGowan appealed to all the members to make "freedom and democracy" their watchword. He also congratulated the delegates on a "job well done."

"Never have I seen a legislative body conduct itself in more business-like manner, and I have watched many such body, including the Congress of the United States," he declared.

MacGowan summed up the achievements. The convention, he said, "clarified and modified" the Brotherhood's constitution and by-laws and did much in other ways to strengthen and inspire the organization. He called the conclave "one of the most successful and most efficient in our history."

*Great Demonstration for MacGowan*

"I appreciate the trust you have placed in me, and I shall do my best to guide and build the union," MacGowan said. "But let me tell you that you must learn to solve your own problems. You may make mistakes, but you will learn by making them."

"You put me back here. You have handed me a constitution. You have said this is the will of the convention, democratically arrived at, and you are going to require me to take an oath, so help me God, to apply that constitution fairly and in the light of policies enunciated by this convention. I shall do nothing more than that, and nothing less.

*"It is a grand feeling to have such a demonstration of loyalty and personal affection. It pays off for a lot of headaches and heartaches that I have gone through in the past five years. I accept the draft. I am battling with you for the duration."*

**ALL OFFICERS GET OVATIONS**

When MacGowan finished, the delegates burst out with another ovation that shook the convention hall.

Similar ovations were given to the other officers as they were re-elected. These included secretary-treasurer William J. Buckley; Earl B. Ashbrook, editor-manager of the "Boilermakers' Journal," and the following vice presidents;

D. W. Mursener, for the Rocky Mountain section; Thomas Crowe, Southern Pacific section; Russell K. Berg, Northern section; John H. Winger, Central; Joseph P. McCollum South Central; Joseph A. Grant, Great Lakes; William G. Pendergast, New England; Arthur P. Smith, mid-Atlantic and Tennessee Valley; Cecil S. Massey, Gulf Coast; Sam Finlay, Eastern Canada, and A. M. Milligan, Western Canada.

Let's start something during Union Label Week that adds to the Union Label's popularity. The time is September 3rd through the 10th — the place is in your own locality!

**J. C. Malone  
Company Limited**

D. MALONE, Mgr.

**Stevedores and Ship Brokers**

THREE RIVERS, P. Q.

**FIXEZ-VOUS UN BUT**

Prenez la résolution d'économiser \$50, \$100, \$500 ou \$1,000 en trois mois, six mois ou un an. Ce but fixé, ne le perdez jamais de vue. Persévérez, malgré les difficultés du début. Vous l'atteindrez. Vous le dépasserez. Ouvrez aujourd'hui un compte d'épargne à la

**BANQUE CANADIENNE NATIONALE**  
ACTIF, \$408,580,149  
539 BUREAUX AU CANADA

With every Good Wish  
for the Success of

**Quebec Provincial  
Federation of Labor**

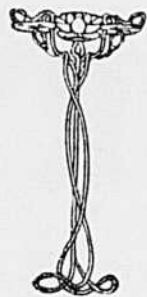
1949

*Simpson's*

TELEPHONE 2467

P. O. BOX 329

## City Gas & Electric Corporation, Limited



TROIS-RIVIERES, QUE.

## Jouissez d'un Voyage d'été par **AUTOBUS**

Quel plaisir que de parcourir les grandes routes dans un AUTOBUS moderne, de luxe, de la COLONIAL COACH LINES en allant visiter les endroits de votre choix! De plus, cela vous coûte MOINS que par les autres moyens de transport . . . et vous épargnez des dollars pour vos distractions de vacances.

**TARIFS BAS - FREQUENTS SERVICES QUOTIDIENS  
CORRESPONDANCES PARTOUT AU CANADA ET  
AUX ETATS-UNIS.**

Pour tous renseignements veuillez consulter  
votre agent local.

PL. 7141

1188 ouest rue Dorchester, Montréal



### Union Consciousness Is Growing

The growth of union-consciousness among the rank and file of union members is one of labor's great gains in recent years. Never before in labor's history have the rank and file of union members been so loyal to their union as they are today, and this is so because they have learned to believe in their union.

Workers are union-conscious when they have learned to identify their own security with the security of the union of which they are a part. Union-conscious workers are always ready unselfishly to fight for their union's protection since they know that anything which injures or weakens their union means a loss of protection for them as individuals.

Union-conscious workers have ceased to be individualists in the traditional sense. They have reached a stage in intellectual development where they are capable of realizing that trying to improve their economic status and their working and living conditions through individual effort is like trying to raise themselves by their boot-straps. It can't be done!

The big employers, the owners of industry, are organized today, and this calls for the organization of the workers in order to maintain a balanced relationship between employers and employees. The chances of the workers individually to drive an advantageous bargain with their employers are nothing short of hopeless, and it is the recognition of this fact which makes the workers union conscious. Union-conscious workers recognize in their union the only instrument by means of which they may hope to protect their rights, advance their interests, and raise themselves to a higher economic, social and intellectual standard. They will remain loyal to their union even if it should fail them in individual instances and even if on rare occasion officers should prove remiss in their duties, for they recognize in their union a democratic institution capable of correcting all its shortcomings by a more thorough schooling of the members in the principle of unionism and democracy. — (From the Catering Industry Employee).

### We Must Discard Out- worn Belief About Labor Unions

Today we are faced with the pre-eminent fact that if civilization is to survive, we must cultivate the science of human relations the ability of all peoples, of all kinds, to live together and work together, in the same world, at peace.

There is always a lag, commonly referred to as a cultural lag. People change their behavior to accommodate a new device or invention. If it is a useful device, people change their day-to-day behavior to accommodate this new device. This may happen fairly soon, a matter of 10 or 15 years. Then considerably later on people change their system of beliefs to allow for the invention.

Let us look at some of the beliefs that are now obsolete by the march of events.

That men won't work unless they have to.

That we've always had depressions and always will.

That the open shop is the American Way, and labor unions are foolish, if not wicked.

That all strikes are due to troublemakers.

That taxes are always evil.

That preachers are rather impractical people who wouldn't be likely to make good in business.

That you can't change human nature.

Speaking of the "Wealth of Nations", can there be anything more valuable than union-made products?

## Bienvenue à **GRANBY** Welcomes you

MESDAMES . . .

Lors de votre séjour dans notre ville, nous serons heureux de vous servir. Vous trouverez à tous nos comptoirs un vaste assortiment de première valeur que ce soit pour vous, votre mari ou un simple souvenir de Granby. Votre visite sera grandement appréciée.



LADIES . . .

You may wish to shop during your stay in our city . . . We will be very glad to assist you and you will find on our counters, a vast assortment of values for you, your husband or may be a simple souvenir of your visit in Granby.

## W. A. FORTIN Ltée

Le plus grand magasin à rayons des Cantons de l'Est  
The largest departmental store of the Eastern Townships

### Votre banque est celle où . . .

**Vous pouvez déposer** en toute sécurité vos épargnes, vos documents et vos valeurs . . .

**Vous pouvez emprunter** pour améliorer vos affaires, acquitter une échéance, parer à des imprévus . . .

**Vous pouvez obtenir** lettres de crédit, chèques de voyageurs, mandats de banque, remise de fonds à l'étranger . . .

**LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA**

MORE DELICIOUS PORRIDGE  
EVERY TIME WITH

## OGILVIE OATS

They're gently rolled and roasted the old-time Scottish way. That's why Ogilvie Oats are so much better. That's why each deliciously-tender, whole-grain flake tastes so much better. When you ask your grocer for Oats, ask for Ogilvie Oats,

LISTEN TO YOUR WOMEN'S EDITOR  
KATE AITKEN, EVERY MONDAY,  
WEDNESDAY, FRIDAY, AT A.M.  
STATION

00-18



## LE MONDE OUVRIER — THE LABOR WORLD

Est publié par la Fédération provinciale du Travail du Québec, dans le but de promouvoir de la législation sociale tendant à protéger et à améliorer le sort de la classe ouvrière de cette province.

Bureau administratif: Raymond M. Bennett, président, Elphège Beaudoin, Ph. Cutler, Max Swerdlow et Marcel-E. Francq secrétaire et rédacteur. Rédacteurs associés: Gustave Francq, Henri Richard

Adresses toutes les communications à

177, ouest rue Sherbrooke — Téléphone: LAncastr 7808  
Imprimé par Mercantile Printing, Limited, 11, ouest, rue St-Paul, Montréal 1, P. Q.



## LA FEDERATION PROVINCIALE DU TRAVAIL

(Suite de la première page)

du Québec, en un mot ce serait une espèce d'école où les gens du Québec feraient leur apprentissage et se formeraient pour prendre part à la solution des grands problèmes économiques qui se discutent au cours des conférences annuelles du Congrès des Métiers et du Travail du Canada. Depuis les douze dernières années, combien d'entre eux n'ont-ils pas assisté à ces conférences du dit Congrès, se sont développés par ce contact, en savent plus long qu'ils ne soupçonnaient même il y a quelques courtes années? C'est à eux d'y répondre. Pour nous, "le trio", nous sommes heureux de leur avoir donné l'occasion de s'instruire et par ricochet d'avoir donné plus d'envergure au Travail Organisé du Québec.

## Cela ne s'est pas fait tout seul

On ne forme pas comme cela une Fédération provinciale du Travail du jour au lendemain. Il y a une foule de formalités à remplir, il faut prouver au Comité exécutif du Congrès que c'est bien le désir de la majorité des syndicats affiliés d'avoir une fédération provinciale. Tout cela demande de la propagande, du travail, des visites aux unions intéressées; il faut vaincre l'apathie en certains cas, l'opposition sourde en d'autres circonstances, prouver que le paiement de la taxe per capita à ce nouvel organisme ne sera pas de l'argent gaspillé. Tout cela fut fait. Aux trois ouvriers de la première heure s'en ajoutèrent d'autres, tant et si bien qu'en 1937, une assemblée fut tenue aux Trois-Rivières, sous l'égide des unions des papeteriers et des ouvriers de la pulpe et du sulphite. Elle fut présidée par notre ami Raoul Trépanier. Il fut décidé de faire application pour l'obtention d'une charte de Fédération provinciale du Congrès des Métiers et du Travail du Canada. Tout un programme de revendications sociales et ouvrières fut adopté qui fut, par la suite, soumis au gouvernement de Québec. Raoul Trépanier fut élu président de cette conférence; Gus Francq en devint le secrétaire. On leur adjoignit les confrères Arthur Martel, Arthur D'Aoust et Omer Fleury, de Québec. Ceci forma le comité exécutif.

La première conférence de la Fédération provinciale du Travail du Québec fut tenue en la ville de St-Hyacinthe; elle s'avéra être un réel succès. Furent élus: Raoul Trépanier, président; Gus Francq, secrétaire.

Sherbrooke eut l'honneur de recevoir la deuxième conférence de la Fédération, en 1939.

En 1940, ce fut au tour de la ville de Hull d'être l'hôte de la Fédération. Le secrétaire Gus Francq ayant résigné, Marcel Francq fut élu secrétaire.

L'année suivante, soit en 1941, on se réunissait à St-Jean.

En 1942, ce fut au tour de la ville de Québec, puis en 1943, on revint aux Trois-Rivières. De là, on visita la ville de Shawinigan Falls en 1945. Gus Francq fut réélu secrétaire, poste qu'il occupa jusqu'en 1948, où il résigna pour des raisons de santé et Marcel Francq fut réélu à nouveau, car au cours des deux dernières années il avait rempli les fonctions d'assistant-secrétaire.

En 1946, on retourna à Québec, à St-Jérôme en 1947, aux Trois-Rivières en 1948 et finalement à Granby où tout fut prévu un réel succès, en tant que nombre de délégués y assistant, plus de 400, dit-on.

Le confrère Arthur Martel aussi bien que le confrère Arthur D'Aoust remplirent l'importante fonction de président et Elphège Beaudoin remplit ce poste de président depuis 1945.

## L'avenir est à nous si nous le voulons

Il est hors de doute que la Fédération a joué un beau rôle depuis une douzaine d'années; elle a pris une importance de premier plan; elle a demandé de nombreuses réformes au gouvernement de Québec; elle en a obtenu un certain nombre, peut-être pas autant qu'on aurait voulu. Tenant compte des circonstances, elle peut être fière de la bonne réputation qu'elle s'est acquise, de l'influence qu'elle possède aujourd'hui; il ne faut rien perdre de ce qu'elle a gagné. Pour cela, il est essentiel qu'elle reste dans son rôle; elle ne doit pas sortir du terrain législatif, elle n'est pas un corps économique proprement dit, les disputes de juridiction ne sont pas de son ressort, elle ne doit jamais au grand jamais se laisser entraîner sur ce terrain en dépit de certaines influences qui lui sont néfastes et qui malheureusement semblent parfois avoir le dessus, mais cela n'est que passager.

Restons dans notre rôle. Travaillons pour obtenir de la législation, condamnons celle qui nous est contraire et faisons en sorte qu'elle soit complètement abolie ou amendée pour nous convenir, si possible. Donnons confiance à ceux qui la méritent, démasquons les opportunistes qui auraient pu se glisser dans nos rangs, méfions-nous des démagogues qui condamnent tout ce qui ne vient pas d'eux, qui trouvent que le système démocratique sous lequel nous vivons, en hommes libres, a fait faillite et qu'il faudrait le remplacer par un autre système — ils sont trop avisés pour le nommer ouvertement — qui donnerait à la classe ouvrière un contrôle absolu sur les destinées du genre humain, lui garantirait un petit paradis sur terre et ferait des vertus de nos fautes et des fautes de nos vertus.

Que la douzième conférence annuelle de la Fédération du Travail du Québec soit un succès sur toute la ligne; qu'elle continue à marcher de l'avant, c'est ce que je souhaite de tout cœur.

Gustave FRANCO, M.B.E.

Comment  
sauvegarder...

(suite de la première page)

tection. Il faut qu'ils se rendent compte que si leurs antagonisme conjoint affaiblit la structure du mouvement ouvrier, des bas salaires et des conditions de travail déplorables en seront l'inévitable résultat. Une situation semblable ne rendra certes pas la classe ouvrière plus démocratique en pensée mais bien au contraire la rendra plus radicale dans son approche vers la solution de nos problèmes économiques.

La démocratie n'est pas une avenue à une seule issue. La démocratie vaut-elle la peine d'être sauvegardée s'il faut que la pauvreté, la destitution et le besoin dominent en ce pays. La démocratie doit signifier un système sous lequel le peuple peut vivre en toute liberté avec une somme suffisante des biens de ce monde pour exister décemment. Il ne peut y avoir de destitution dans une démocratie si ceux qui représentent le Capital veulent seulement comprendre qu'aussi longtemps que les travailleurs sont mécontents ils demeureront des communistes potentiels. Des dirigeants patronaux intelligents conjointement avec des dirigeants ouvriers intelligents sont certes capables de préserver un véritable système démocratique dans la nation. Il ne doit pas toutefois y avoir aucun désir de la part de l'un ou de l'autre de se détruire mutuellement.

Nous répétons à nouveau qu'il n'y a aucune obligation pour le mouvement syndical de maintenir notre système capitaliste actuel. Si nous pouvons vivre heureux sous ce système il n'y a aucune raison de changer, mais si nous ne le pouvons pas, alors il est logique que nous cherchions quelques chose de mieux. — M.F.

Plus de \$1,000,000,000  
versés en allocations

Ottawa, 21. — Depuis que les chèques d'allocations familiales pour le mois de mai ont été expédiés, le total des paiements faits depuis l'inauguration de ces allocations, il y a 3 ans et 11 mois dépasse le milliard de dollars. C'est ce qu'annonce l'hon. Paul Martin, ministre de la santé nationale et du bien-être social, qui ajoute que ces paiements s'élèvent à l'heure actuelle, à \$23,600,000 par mois.

En ajoutant les 12,400 enfants de la nouvelle province de Terre-Neuve, le nombre total des enfants qui reçoivent maintenant des allocations familiales dépasse les 4,000,000.

Les paiements d'allocations familiales à Terre-Neuve se sont élevés, en avril, à \$703,856, et ont été versés à 45,142 familles. Ce qui fait une allocation moyenne de \$15.59 par famille, la plus haute moyenne au Canada. Après Terre-Neuve, c'est le Nouveau-Brunswick qui a la moyenne la plus élevée, soit \$14.96 par famille.

La statistique des allocations familiales révèle que la moyenne d'enfants par famille, à Terre-Neuve, est de 2.71 et la plus élevée de toutes les provinces déclare encore M. Martin. Québec se place deuxième avec 2.26 enfants par famille. A cause du grand nombre d'enfants par famille, la moyenne d'allocation est, à Terre-Neuve, de \$5.75 par enfant, et se trouve à être inférieure à celle des neuf autres provinces.

Environ 16 pour 100 des familles terre-neuviennes ont plus de quatre enfants, alors que cette proportion est de 8.8 pour 100 dans les autres provinces, ajoute M. Martin.

— Louise, as-tu donné à manger aux poissons rouges?

— Oui, et je leur ai bien recommandé de bien mâcher.

## DEHORS LES COMMUNISTES

(Suite de la première page)

comme vice-présidents, tandis qu'aucun de ceux mentionnés ne faisait partie du comité exécutif de la Fédération provinciale du travail du Québec. Il est vrai que cette assemblée fut contremandée, mais je ne sais pas si cette circulaire fut envoyée ni ce qu'elle rapporta.

Pourquoi j'ai insisté pour supprimer l'appui financier, c'est que l'Union des marins canadiens avait trouvé moyen d'envoyer 60 délégués à la conférence de Victoria et que si une union pouvait se payer un tel luxe, c'est qu'elle avait des fonds à sa disposition sans en demander à des Unions qui se contentent de nommer des délégués suivant leurs moyens financiers.

De plus, je maintiens qu'un nombre aussi élevé de délégués devait s'inspirer d'un motif ultérieur, soit de contrôler la conférence avec d'autres "commies" ou sympathisants.

Je pourrais citer d'autres cas qui mettraient l'Union des marins canadiens sous son vrai jour, mais à quoi bon.

En terminant, je lis dans "The Gazette" du 4 juin, ce coup de pied de l'âne décoché par M. Harry Davis, président de l'Union des marins canadiens, à Percy R. Bengough, le président du Congrès: "Mr. Davis indicated that Mr. Bengough had found the strike embarrassing because of the Liberal Government of which he is a strong supporter".

Voici Percy Bengough qui s'est mis au blanc pour l'Union des marins canadiens au point qu'il a même risqué de mettre en péril l'existence du Congrès des Métiers et du Travail du Canada, et voilà comment M. Davis le traite, une basse insinuation qu'il est la créature du gouvernement libéral. C'est bien eux et ils se valent tous, débarrassons-nous des communistes et de leurs sympathisants, un bon coup de balai et au plus vite.

GUS. FRANCO, M.B.E.

For That Richer CHOCOLATE Flavor



**FRY'S**  
PURE  
BREAKFAST  
**COCOA**

Tél. 4393

Rés.: Tél. 3488

## GRANBY MOTOR COURT CABINS

20 chambres, 24 lits doubles  
Système de chauffage à eau chaude  
Eau chaude et froide dans chaque chambre  
A l'année — douche

40, rue DENISON

GRANBY, P.Q.

SANDWICHES THAT YOU WILL LIKE

## ELITE RESTAURANT Ltd

Finest Restaurant in Eastern Township

Real chicken dinners — Popular prices  
Soda fountain and refreshments  
Daily specials — Table d'hôte and à la carte

52, Maint St.

Granby, P.Q.

Phone: 844

BIENVENUE

## The Granby Hotel

Tél. 3363

Geo. E. LOISELLE, Prop.

37 Main Street

GRANBY, Que.

## Millions for Divorces; Not One Cent for Wage Raise

"Tommy" Manville Quebec Premier Line Up  
Against Asbestos Strikers, Catholic Church

Police of the Canadian Province of Quebec this week entered a Catholic church at Asbestos, a "company town" owned by the Johns-Manville Company, and forcibly dragged out 50 striking workers.

Officers of the church accused the police of committing "profane acts," and issued a statement saying, "It is regrettable that the food of the strikers, bought from the collections organized by our bishops, was disgracefully eaten by the police in the church basement."

\* \* \*

This event, and the circumstances back of it, are so extraordinary that LABOR'S readers in both the United States and Canada will be interested in the story.

Johns-Manville is the world-wide "Asbestos Trust". The size of its monopoly profits can be judged by the scandalous doings of the chief heir to the asbestos fortune — "Tommy" Manville.

For many years, his much-publicized and seemingly endless series of marriages and divorces have been an offense to all decent people. He literally buys beautiful brides, then "buys them off," handing each a big chunk of money as a "cash settlement" or alimony. Any lady who does not get a million dollars out of "Tommy" is selling herself for less than "Tommy" can afford to pay.

"Money is no object" to fabulous wealthy "Tommy," except when it comes to paying the workers who can produce his riches. Then he, and the Johns-Manville Company, are plenty "hard-boiled."

According to reports, the plant and mine workers at Asbestos are getting 85 cents an hour. They asked for a 15-cent raise, safer working conditions, and some "union security." Those seem like modest requests, but they were refused and the workers struck.

\* \* \*

Now comes the most remarkable part of the story — the "line-up" in this fight.

On one side are the thousands of strikers, members of the Canadian Catholic Federation of Labor, backed by all branches of organized labor in Canada, and by the Catholic Church.

The archbishops of Quebec and Montreal have expressed sympathy for the strikers and their cause, and have authorized and encouraged collection of money in Catholic churches to aid the strikers and their hungry families.

On the other side is the powerful "Asbestos Trust" and the Quebec provincial government, headed by Premier Maurice Duplessis. As a matter of course in strongly Catholic Quebec, Duplessis is a member of the church which is supporting the strikers.

Yet he sent his police, with deadly weapons and orders to "shoot if necessary," to smash the picket lines, arrest hundreds of strikers, and haul them off to distant prisons.

Duplessis sometimes talks against "international big business," as that "line" is popular among the exploited and underpaid people of Quebec.

But here he's using his police against Quebec workers, against the announced stand of his own church, and for a vast and greedy international trust largely owned by "Tommy" Manville, who uses the profits to finance his scandalous marriages and divorces.

\* \* \*

"Tommy" and some other chief beneficiaries of the capitalist "free enterprise" system seem blindly determined to destroy it, by denying to workers and the common people the reasonable share which is all they ask — LABOR.



JE  
ménagement  
POUR  
l'avenir

Vous serez plus heureux demain,  
si vous avez mis régulièrement quelque  
chose de côté... ouvrez aujourd'hui un  
compte d'épargne à la B de M.

BANQUE DE MONTRÉAL

La Première Banque au Canada

AU SERVICE DES CANADIENS DANS TOUTES LES SPHÈRES DE LA VIE DEPUIS 1817



## WHERE

WOULD WE BE  
WITHOUT IT

?

It is almost impossible to imagine what our modern-day world would be like without electricity. Every minute of every day, in a multitude of ways, electrical power does things to help us live comfortably, efficiently, with a minimum of wasteful, drudging effort. No task is too petty, no task too large for electricity. In our homes, in our research laboratories, in our industries it stands ready and willing to serve — every day, 24 hours a day.



SHAWINIGAN CHEMICALS LIMITED QUEBEC POWER COMPANY

INCORPORATED IN CANADA

## JULIUS KAYSER & Co.

LIMITED

Hosiery

Underwear

Gloves

SHERBROOKE, QUE.



### Les Ecoliers d'Aujourd'hui peuvent devenir les Conducteurs Experts de Demain

*"Soutenu par une opinion publique éclairée, l'entraînement des conducteurs épargnera de précieuses vies, préviendra des souffrances, protégera la propriété."*

"Des oeillères," dit Jos Gagnier, "c'est bien pour les chevaux, mais pour l'homme qui est au volant, ça ne vaut absolument rien. L'homme qui conduit un véhicule moteur a besoin d'un champ de vision étendu afin de pouvoir distinguer les objets qui s'avancent vers lui, sur les côtés, pendant qu'il regarde droit devant lui. Pour certains d'entre nous, cela est impossible et c'est pour cette raison qu'il nous faut être doublement prudents. Nous pouvons compenser cette lacune, en roulant moins vite lorsqu'il y a danger d'une auto ou même de piétons s'avançant vers nous d'un côté ou de l'autre."

Jos est élève d'une école supérieure; il a 17 ans. Il suit un cours, à son école, pour devenir bon conducteur d'auto — c'est un des cours donnés partiellement sous les auspices de John Labatt Limited. Il racontait à des copains d'une autre école ce qu'il avait appris sur la façon de conduire avec sécurité — leur racontait les examens que tant de gens de tout âge passent dans le but de découvrir leurs points faibles et devenir ainsi de meilleurs conducteurs. Jos est à la veille de devenir bon chauffeur; bientôt, ce sera un expert. Et avec des générations de Jos, les accidents deviendront des exceptions au lieu d'être communs — nos grand'routes deviendront des voies plus sûres pour la circulation plus intense de demain.

Quoique l'entraînement donné à l'école pour former des conducteurs plus prudents soit quelque chose de relativement nouveau au Canada, les commanditaires de ce plan ont l'espoir de le voir se répandre dans tout le pays. Entretemps, on continue à faire subir des épreuves au Banc d'Épreuve Mobile Labatt à des milliers de gens, et les cours de Conduite de Sécurité donnent déjà d'excellents résultats.

L'origine de tout cela remonte à 20 ans en arrière, à l'époque où le Professeur Neyhart du Pennsylvania State College commença à donner ses cours de conduite maintenant célèbres. En 1945, John Labatt Limited — dont les états de service en ce qui concerne la prudence sur la route étaient renommés — invitait le Professeur Neyhart à prendre la parole à une réunion de Surveillants d'Équipes de Véhicules Automobiles à Toronto. De cette réunion, naquit ici le plan de conduite de sécurité, financé par la maison Labatt.

Les objectifs de ce cours de sécurité sont les suivants:

1. Donner des cours aux Surveillants d'Équipes de Véhicules Automobiles.
2. Encourager des cours de conduite d'automobiles à des jeunes gens de 16 à 18 ans.
3. Coopérer avec toutes les organisations existantes pour augmenter la sécurité dans les rues et sur les grand'routes.

Pour de plus amples renseignements, veuillez écrire au Service des Relations Publiques, John Labatt Limited, London, Ontario

### What Is Communist Strategy?

A member asks: what is communist technique so often referred to by speakers? Well, it's quite simple, if you understand it. It goes something like this:

Suppose you have a meeting of approximately 500 members. If there are 50 commies, they take seats in a diamond, spreading themselves into sections around and across the hall. They have a loud-mouthed lad in the center of a small group. They have more loud-mouths spotted here and there. When the meeting starts, one of the mouthy lads starts the trouble, and if the chairman orders him to sit down, all 50 start to howl, and soon others join in around them. That's the way they break up a meeting. They are not there to do anything but make turmoil. That's their strategy. Next time you see a gang of mouthy lads gather in a Union meeting, you are safe in spotting them as commies.

### "Free Unions" Defined

"American trade unions are characterized by their freedom and their economic power. By these attributes they symbolize the free social and economic system in which they function.

"A free union is one which is controlled exclusively by the will of its members. It is not dominated by employers, by a political party, or by the Government. This tradition of independence is as old as the American labor movement, which, in turn, is about as old as the Nation." — From The Gift of Freedom.

### Peak Profits Menace Jobs

Profits that are too high adversely affect the outlook for full employment, the American Federation of Labor says, reporting that many companies have raised prices too far above costs in order to increase profits as an easy way to get capital for new machinery and plant expansion. This process robs the consumer instead of getting new capital from investors.

Herein lies the danger, the AFL explains: The price rise which creates peak profits also cuts away the consumer market which sustains production and employment, future jobs and future profits. Right now, production is rising while buying power declines and a chart is cited to show that from 1946 through the first half of 1948, total production of all farms and industries has increased 10 per cent, while the total buying power of all consumers (adjusted for price rise) fell 4 per cent.

Industry is not yet affected by this shrinkage of buying power because of the huge demand for products created by the unprecedented plant expansion program of private business, and the European recovery program and military expenditures. But none of these programs can permanently support full production and employment, and there are already signs of a dangerous breakdown in demand which could cause a serious business recession.

## MacKinnon Structural Steel Company, Limited

STEEL PLATE and STRUCTURAL WORK



SHERBROOKE, QUE.

CANADA

Tél. 440

## Longpré & Frères

Manufacturiers de

PORTES, CHASSIS, MEUBLES, FIXTURES DE TOUS GENRES

Préparation du bois, découpage et tournage — Pin, Epinette, Bois blanc, Bois franc, Pin rouge, Panneau B-C-Fir

128 Précieux-Sang

JOLIETTE

BIENVENUE

FIBRE & TEXTILES, LTD.

LEATHERTEX

WOVEN PAPER FABRICS

GRANBY, QUE., CANADA

Rencontrez vos amis au

### TROPICAL BAR RESTAURANT

46 rue Principale — Main Street, GRANBY, P. Q.  
Téléphone 4296 Rés.: Téléphone 4233

Our Specialty: BAR-B-Q.

Notre spécialité: DUTILLY & FRERES, Props.

### S. RUBIN LIMITED

HANDGRADE CLOTHES MANUFACTURERS OF MEN'S CLOTHING

Buying and Sales Office

111 Belgo Building — Plateau 7949 \* MONTREAL 2

Head Office and Plant

SHERBROOKE, P. Q. Telephone 3239

Meilleurs vœux de succès

## Crèmerie des Trois-Rivières Limitée

Lait, Crème, Beurre Pasteurisés  
Crème à la Glace "REGAL"

700, RUE RADISSON

Téléphone: 308

TROIS-RIVIERES, QUE



DEPOSIT YOUR SAVINGS

WITH

THE MONTREAL CITY & DISTRICT SAVINGS BANK

BRANCHES IN ALL PARTS OF THE CITY AND IN VERDUN

"SAFETY DEPOSIT BOXES"

THE ONLY SAVINGS BANK IN MONTREAL

**Millionaire Raps the Rich, Plans to Crusade For Labor**

**Brewer Shocks Wisconsin ; Asks Curbs on Wealth ; Would Organize White Collar Workers**

Miracles never cease! A member of one of the richest families in Wisconsin and the nation has furnished proof of that.

He's Joseph E. Uihlein St., 73, who for many years headed the Schlitz Brewing Company, one of the country's largest breweries, and held an interest in many other corporations.

Who would have imagined that such a representative of Big Business would come out for redistribution of wealth, a share of industrial profits to workers, and organization of all the workers in the land under the banner of trade unionism!

That's exactly what Uihlein did. In testimony before a committee of the state Senate and in subsequent interviews with newsmen, he surprised the lawmakers, and everyone else, by declaring that "many of these people of wealth are not deserving of what they possess."

"I think a whole lot of them would be better off if they had to work," he said. He revealed, too, that he had proposed to the Schlitz directors that they set aside a health and welfare fund for the employees, to be financed by a contribution of 25 cents per barrel of beer sold.

"I was interested in having the people who helped the business share the profit," he explained.

**Union to Take Up Idea**

His brothers, who now control the brewery, voted him down, Uihlein said. However, the Brewery Workers' Union announced it will take up the welfare fund plan and seek to put it over in collective bargaining negotiations, not only with Schlitz, but with five other Milwaukee breweries.

Uihlein disclosed, too, that a year ago he had tried to join that union, but he was turned down because membership is limited to workers at the trade.

However, he proclaimed his championship of unionism, particularly for white collar workers who are now mostly unorganized. He said he planned to devote much of his time from now on to that objective.

"I believe five to six million Americans can better their lot by joining white collar unions," he said. "I hope to do what I can to encourage this."

Uihlein's attitude has set Wisconsin agog. William T. Evjue, editor of "The Capital Times," noted progressive daily of Madison, described the brewer's conversion as "one of the most phenomenal changes" he has seen in 40 years of watching political trends in the Badger state.

**No Sudden Change**

Uihlein insisted his views are no sudden, overnight transformation. He declared he has been "thinking about this for 15 years" and has expressed these ideas frequently at private gatherings. The only difference, he said, is that he has now come out publicly.

He pointed out, too, that he has for years been divesting himself of much of his personal wealth.

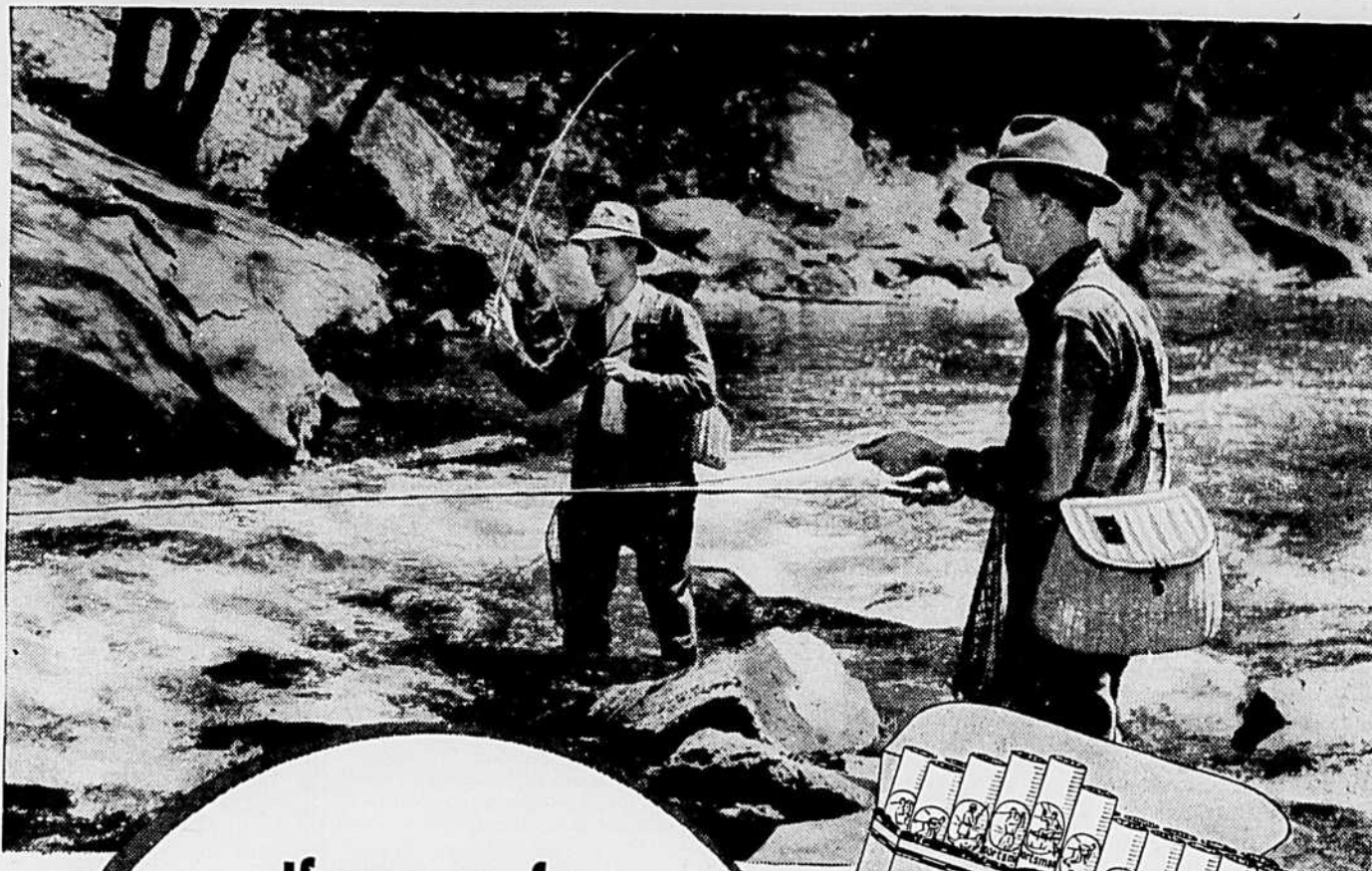
**Canadians All**

To get a good idea of the mixed population that makes up this country all one has to do is to read a list of names — at a hospital or a high school or university graduation for instance.

There was a picture in the papers the other day of Canada's basket-ball team which took part in the Olympic Games in London.

It is interesting to read the names: Morin, Bloomfield, Mitchell, McGeer, Lands, Scarr, Waxman, Strulovitch, Campbell, Tolchinsky, Kermode, Bell, Munro, Bakken.

The next big Union Industries Show will be held in Philadelphia during May in 1950. Now is the time to start talking about it!



**If you go for the Great Outdoors...**

... you'll like the keen, clean taste of a Sportsman Cigarette. Each pleasure-packed puff gives you the full rich flavour of pure Virginia tobaccos—ripe and mellow. The ALLWEATHER Waterproof Paper is an exclusive feature—never sticks to your lips. See for yourself how this finer cigarette adds new zest—new refreshment to pleasant moments. Make your next pack Sportsman.



**Sportsman Virginia Cigarettes**

Rolled with 'ALLWEATHER' Waterproof Paper  
Carreras, Ltd., London, England. (Est. 1788)

TEL. 3383

WELCOME

**CRACK & FOWLER**

CHRYSLER DISTRIBUTORS  
GENERAL GARAGE

600 MAIN ST. GRANBY, P. Q.

BIENVENUE

**HOTEL UNION**

E. LEMONDE, Prop.  
BIERE ET VIN

Telephone 2243  
400 rue Principale GRANBY

COMPLIMENTS  
of

**GRANBY LUMBER & SUPPLY REG'D.**

J. A. BABIN

RUE ST-PATRICK GRANBY, QUE.  
TEL. 4102 Res.: TEL. 3208

Compliments of

**R. L. CRAIN LIMITED**

190 Richmond Road OTTAWA, Ont.

A BOËLL FABRIC

**SOIERIES BOELL LTD.**

THROWSTERS—WEAVERS  
SILK — RAYON — SPUN

Telephone 4342 P. H. BOËLL  
Mills: 76A RICHELIEU STREET ST-JEAN, P. Q.

Telephone: 4439

MEALS — SODA FOUNTAIN — SERVICE

**PRINCESS**

RESTAURANT & LOUNGE  
CATERERS FOR RECEPTIONS  
LICENSED

88 MAIN STREET GRANBY, QUE.

# La Voix The Voice

des EMPLOYÉS CIVIQUES of CIVIC EMPLOYEES



## Ces décisions arbitrales "exécutoires"

André Plante, président de la F.C.E.C.

Alors que tous étaient satisfaits de la tournure des événements et que les administrateurs de la Ville de Montréal semblaient sur le point de donner suite à la décision unanime rendue en faveur des pompiers par le tribunal d'arbitrage Montpetit, une nouvelle difficulté est venue refroidir notre enthousiasme. Voilà que le Comité Exécutif de la métropole en appelle de la décision arbitrale à la Commission Municipale présidée par le juge Migneault. Non pas que les pompiers soient dans la crainte de voir glisser dans leurs mains les avantages gagnés au cours d'un arbitrage très serré, mais ils se demandent tout de même pourquoi les législateurs prétendent que les décisions arbitrales, dans le cas des employés de services publics, sont "exécutoires"... Car entre vous et moi, le mot "exécutoire" implique une certaine obligation d'exécuter.

### SUITES DU BILL 62

Le fait est que nous assistons aujourd'hui à Montréal à la première démonstration pratique de la loi créée à la suite de l'adoption du Bill 62. Vous vous souvenez qu'après une grève retentissante en 1943, grève que les employés furent forcés de déclarer pour amener la Ville à reconnaître leurs unions, le droit de grève fut tout simplement ravi aux employés de services publics par le gouvernement provincial qui prétendit dans le temps leur donner comme compensation un mécanisme qui verrait à leur donner justice. Ce mécanisme, c'était l'arbitrage obligatoire avec décision "exécutoire". Quelques années plus tard, cependant, les législateurs crurent que le sort des employés s'améliorerait trop rapidement et s'empressèrent de jeter du sable dans le mécanisme. On adopta le Bill 62 qui donnait droit à la Commission Municipale de modifier ou annuler une sentence advenant le cas où des arbitres se montreraient trop larges pour les employés. Enfin, vous avez encore tout frais à la mémoire l'adoption du Bill 60, destiné à réduire encore plus complètement les employés à l'impuissance. Tant et si bien qu'aujourd'hui, les employés de services publics n'ont ni le droit de grève, ni le mécanisme qu'on avait originairement créé pour le remplacer.

Quoique le Bill 62 fut adopté il y a 3 ou 4 ans, c'est la première fois que la Ville de Montréal se prévaut de ses dispositions. Que signifie au juste pour les pompiers de Montréal l'appel que vient de lancer la Ville à la Commission Municipale? Nous avons l'impression bien nette que nos membres ne devraient pas s'alarmer outre mesure, car la situation se règlera sous peu à leur avantage. Il faut comprendre qu'après la décision arbitrale, les parties n'ont que quinze jours pour en appeler à la Commission Municipale. Or il est arrivé que le délai prévu par la loi allait expirer sans que nos édiles n'en soient venus à une décision. La résolution adoptée par le Comité Exécutif lors de l'appel dit clairement: "Ce Comité continue d'étudier la communication du Ministère du Travail en date du 30 avril..." Il apparaît donc que la décision prise par le Comité Exécutif fut surtout par mesure de précaution. Un autre indice révélateur est le fait que les avocats de la Ville n'ont pas encore été requis de préparer une défense devant la Commission Municipale. D'ailleurs, le président du Comité Exécutif, M. J.-O. Asselin, n'a-t-il pas déclaré lui-même que la Ville avait l'intention de se conformer à la sentence arbitrale?

Il n'y a pas de doute que la Ville de Montréal peut trouver les excédents nécessaires pour payer les nouveaux salaires et la rétroactivité prescrite par la décision. Cependant, il existe dans la Charte de la Ville le règlement 1735 qui décrète la répartition exacte que les administrateurs doivent faire de ces excédents: une partie pour les créanciers de la Ville, une autre partie pour l'administration et la dernière pour le prochain budget. Ce règlement ne peut pas être ignoré à volonté. Seuls une loi spéciale, un ordre en conseil ou une décision de la Commission Municipale peuvent permettre d'y faire un accroc pour des raisons majeures.

Nous recommandons donc à nos membres de demeurer confiants. Le paiement de salaires rétroactifs décrété par une décision arbitrale unanime compte parmi les raisons majeures. Si nous avons su obtenir une telle décision, nous saurons bien maintenant la faire exécuter. Tous seront à même de voir que la situation se débrouillera à notre avantage sous peu. Sachons maintenir paisiblement mais fermement notre volonté de faire respecter nos droits dans la discipline et la légalité. Ce n'est pas une difficulté de plus ou de moins qui va nous faire crouler. Si tel était le cas, nous ne serions plus dignes d'être appelés "les braves pompiers".



Les pompiers de Montréal ont cette année trois équipes de balle-molle pour porter leurs couleurs: une dans la Ligue Intermédiaire Ste-Marie, une dans la Ligue des Fonctionnaires Municipaux et l'autre qui joue des parties d'exhibition un peu partout...

Des méchantes langues prétendent que les leaders du Parti Progressiste Conservateur préfèrent voir L'Honorable Duplessis demeurer inactif dans la présente campagne... Ils disent même que si le célibataire de Trois-Rivières se prononçait ouvertement en faveur du Parti Progressiste-Conservateur, les libéraux balayeraient tout bonnement la province de Québec...

Les pompiers de Montréal qui veulent profiter du nouveau plan de déductions que leur Caisse d'Economie met présentement en vigueur pourront économiser sans trop s'en apercevoir. Ce plan fonctionne un peu comme le plan de bons de guerre. L'employé autorise la Ville à déduire sur son salaire un certain montant et la Ville remet directement ce montant à la Caisse d'Economie...

Nos confrères pompiers de la Vieille Capitale sont toujours en négociations avec les autorités de leur ville. Deux rencontres ont eu lieu à date et il est encore trop tôt pour prédire ce qui en découlera...

Du côté de Sherbrooke, les pompiers qui entreront en arbitrage en juillet ont nommé leur arbitre. Cet arbitre n'est nul autre que Me Marc Lapointe, qui a accompli un si beau travail sur les tribunaux d'Outremont et de Montréal...

A Verdun, la Commission d'arbitrage qui étudiera le cas des pompiers (Suite à la page 12)

## Employés civiques, attention...

Il est une disposition de la "Loi concernant les employés de corporations municipales et scolaires" que les employés civiques ne peuvent se permettre d'oublier. C'est le dernier paragraphe de l'article 4.

On sait que la "Loi concernant les employés de corporations municipales et scolaires", suite du fameux Bill 60, stipule que les différends entre les corporations municipales et leurs employés seront entendus et décidés par des conseils d'arbitrage composés de trois membres et reformés tous les deux ans. Ce que les employés civiques ne doivent pas oublier, cependant, c'est que les premiers tribunaux d'arbitrage doivent être formés au cours de juin 1949 pour devenir effectifs le 1er juillet. C'est donc au cours du présent mois que tous nos locaux doivent recommander au Ministre des Affaires Municipales, en l'occurrence l'honorable Bona Dusseault, une personne devant agir comme leur arbitre sur ces tribunaux, qui seront ensuite en fonction jusqu'à la fin de l'exercice financier se terminant en 1951.

Nous recommandons donc à tous les officiers de nos locaux de bien scruter cette nouvelle loi que je leur ai fait parvenir et de porter une attention toute spéciale à l'article que je viens de mentionner. Remarquez bien que la date de renouvellement de contrat ou l'état des relations entre une Ville et ses employés n'ont rien à voir dans la formation du tribunal pour le 1er juillet. La Loi stipule clairement que les tribunaux doivent être constitués partout, quitte à les laisser inactifs si le besoin de les faire fonctionner ne se fait pas sentir.

Lucien PERREAULT, Secrétaire de la F.C.E.C.

### LA FRATERNITE CANADIENNE DES EMPLOYÉS CIVIQUES

dévouée aux intérêts des employés des Corporations municipales

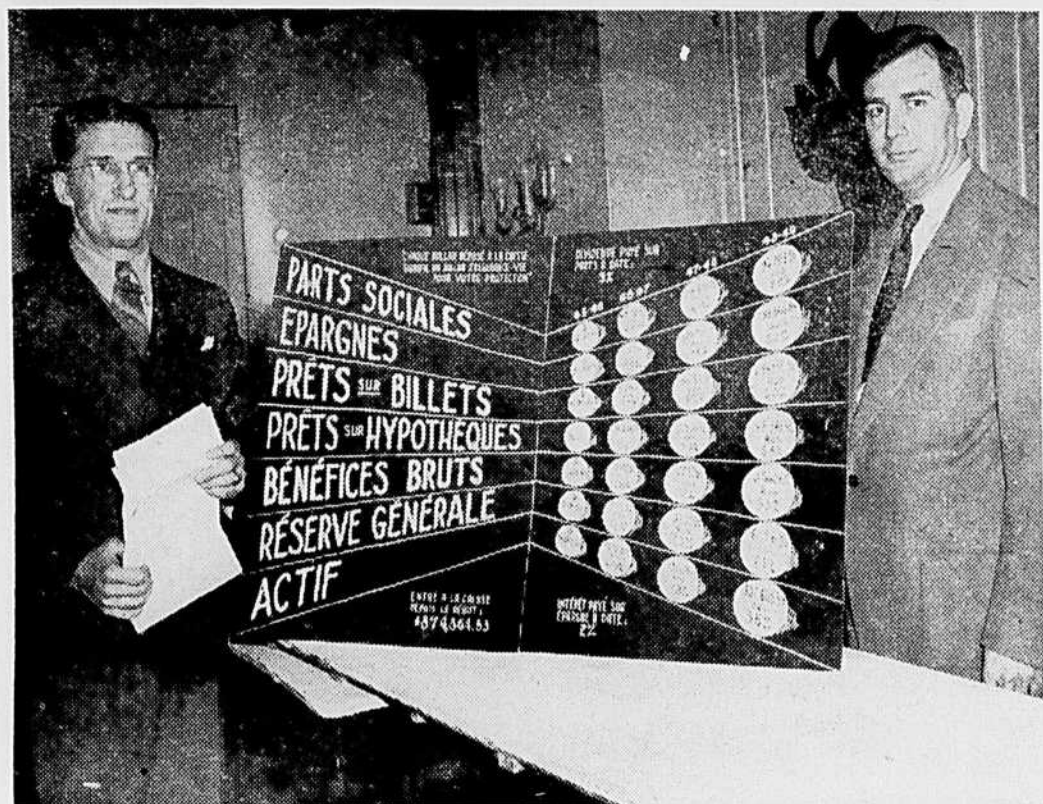
Siège social: 750 RUE ST-GABRIEL, CHAMBRE 6

- |  |   |
|--|---|
| André Plante, Président (Montréal)         | P.-E. Cauchon, vice-président (Québec)    |
| Lucien Perreault, secrétaire (Outremont)   | Edward Cooney, vice-président (Westmount) |
| D.-A. Vanasse, agent d'affaires (Montréal) |   |
| Bernard Tobin, directeur (Montréal)        | Charles Audet, directeur (Sherbrooke)     |
| Gérard O'Bready, directeur (Sherbrooke)    |   |



Que les employés civiques sont donc chanceux de pouvoir compter sur des décisions arbitrales "exécutoires" !!

(Courtoisie "Le Canada")



Le gérant et le gérant-adjoint de la caisse d'économie des pompiers sont ici fiers de démontrer aux membres sociétaires les progrès étonnants de cet organisme, depuis sa fondation. Vous trouverez l'explication du tableau en lisant l'allocation du gérant dans cette page.

## La caisse d'économie des Pompiers exemple de succès co-opératif

De l'avis d'experts en questions bancaires et financières, la Caisse d'Économie des Pompiers de Montréal, entreprise coopérative, donne un service supérieur à celui qu'aucune autre institution du genre peut donner dans tout le Canada. Cette initiative de nos sapeurs, qui prouve une fois de plus la grande efficacité de la coopération, fonctionne chez les employés d'incendie de l'île de Montréal depuis quatre ans, ayant été fondée en 1945. Pour vous rendre compte des progrès étonnants de cette caisse de crédit affiliée à la Credit Union National Association, vous n'avez qu'à lire attentivement l'allocation du président-fondateur de la Caisse, le capitaine Albert Rémillard, prononcée lors de la dernière assemblée annuelle, le 25 mai dernier. La parole est à M. Rémillard.

M. le Président, Messieurs.

Il nous est agréable de vous présenter le 4<sup>e</sup> rapport annuel des affaires de notre Caisse et le résultat de ses opérations pour l'année expirée le 31 mars 1949.

Je vous ferai remarquer que ce rapport ne donne que les opérations de 10 mois, étant donné que la date de la fin de notre année fiscale a été changée du 31 mai qu'elle était au 31 mars, date jugée plus avantageuse pour fins d'audition et pour la tenue de notre assemblée annuelle. Quoique ce rapport ne représente que les opérations de 10 mois, nous sommes fiers de pouvoir vous dire que l'objectif que nous nous étions proposé a été atteint tout de même. C'est donc dire que les résultats ont dépassé notre espérance.

Malgré les inconvénients qui découlent du fait qu'un grand nombre de nos membres sont éloignés de la Caisse et ont à faire un grand parcours pour venir déposer ou transiger, les progrès constants et le succès obtenu nous placent au premier rang des Caisses coopératives du même genre. Nous avons le droit d'en être fiers.

D'ici quelques semaines, grâce au geste posé par nos administrateurs, "le Comité Exécutif" de la Ville de Montréal, les difficultés seront aplanies et tous les membres de notre service pourront se prévaloir des avantages de notre Caisse et ce sans effort.

### DES CHIFFRES QUI PARLENT

Les transactions, cette année, ont été nombreuses. L'actif est passé de \$194,795.73 à \$302,668.54, une augmentation de \$107,872.81, soit 55%. Cet actif s'est accru graduellement durant les dix derniers mois. Le passif est de \$292,220.80 et est représenté par \$94,203.96 en parts sociales et \$195,866.84 en épargnes, et un emprunt de \$2,150.00 effectué pour aider nos membres.

Depuis sa fondation, il est entré à La Caisse la jolie somme de \$874,364.83.

Les dépenses pour l'année s'élèvent à \$2,307.52 pour les dépenses d'administration, ameublement de bureau, etc.; \$1,180.14 pour "assu-

rance-épargne"; \$1,351.06 pour "assurance-prêt", ces dépenses étant couvertes par les bénéfices qui furent de \$11,064.70. Si on soustrait des bénéfices en plus des dépenses mentionnées plus haut les honoraires d'audition et \$20.82 d'intérêt payé sur l'emprunt, il reste un profit net de \$5,888.69.

Nous avons prêté à nos membres, sur billet, la somme de \$203,669.67 et sur hypothèques, \$25,153.48. Les remboursements ont été de \$129,786.25.

Les intérêts à payer pour l'année se totalisent à \$2,043.27, laissant un bénéfice de \$3,845.42.

Nous nous sommes conformés aux règlements et avons versé aux fonds de réserve et de prévoyance 10% et 5%.

Votre Conseil d'Administration vous suggère de répartir les bénéfices de la façon suivante: de voter un boni sur les parts sociales de 3%, soit \$2,002.52 et de porter au fonds le surplus \$1,842.90.

Si vous approuvez ces recommandations, les réserves s'établiront comme suit: réserve \$3,600.20, prévoyance \$675.01 et surplus \$1,901.74, formant un total de \$6,171.95. Il est très intéressant de noter que ce montant est là pour garantir vos urgents et ajouter à la sécurité de vos économies. Les auditeurs de la firme McDonald Currie & Co. ont

collaboration afin d'atteindre encore de plus grands succès. Il faut que vérifié et repassé toutes les opérations de votre Caisse et ont constaté que nous nous étions conformés aux règlements et statuts des Caisses et ont apposé leurs signatures.

Les succès remportés sont dus à la franche collaboration de tous. Nous comptons pour l'avenir sur la même nous continuons à pouvoir nous comparer avantageusement aux autres institutions semblables à la nôtre.

La Commission de Crédit a accepté 1,048 prêts et votre Conseil de Surveillance a, dans la mesure du possible, surveillé vos intérêts.

### L'AVENIR S'ANNONCE BRILLANT

Votre Caisse porte une assurance qui couvre la fidélité, égarement ou faux, vol à l'intérieur et à l'extérieur. Tous ceux qui transportent des argentés sont protégés, pourvu que la Compagnie en est avisée.

Je m'en voudrais de ne pas remercier tous ceux qui se sont dépensés pour la bonne marche des affaires de la Caisse. Nous avons un personnel de bureau au nombre de 6 et je puis dire qu'ils font l'impossible afin de vous bien servir. Ils savent me rendre la tâche facile et agréable. N'oublions pas non plus tous ceux qui agissent comme caissiers dans les postes. Ils ont fait un travail admirable et ils méritent notre reconnaissance. A tous ces travailleurs sociaux, un grand merci.

Votre Caisse est là pour vous rappeler la nécessité de la prévoyance, la pratique de l'économie et de l'épargne. Tous devraient se donner la peine d'étudier ce qu'est notre Caisse et les services qu'elle peut rendre. La prospérité de nos pompiers viendra de la pratique des vertus d'économie, d'épargne, de prévoyance, de solidarité et d'entraide qu'amène à pratiquer notre Caisse. Espérons que tous comprennent la vertu d'épargne en mettant de côté une partie de leur salaire. De notre côté, nous nous ferons un agréable devoir d'aider vos familles en faisant fructifier vos épargnes confiées à notre garde.

Un état d'esprit enthousiaste, une ardeur au travail, une collaboration effective ne peuvent manquer de nous faire augurer d'éclatants succès pour l'année qui commence.

MERCI.

## Les pompiers participent à la conférence pour la première fois

Une des grosses raisons qui a incité les pompiers de la province à joindre les rangs du mouvement international, c'est le fait que ce mouvement mettait à leur disposition une organisation provinciale solide et efficace, pendant que le C.C.T., de son côté, ne présentait rien d'effectif sur le terrain. Aussi, c'est le cœur rempli d'optimisme que les sapeurs participent cette année pour la première fois à la Conférence Annuelle de la Fédération Provinciale du Travail.

### Loi concernant les services d'incendie

La plupart des villes groupées dans la F.C.E.C. enverront à Granby des représentants et la délégation sera dirigée par le confrère D. A. Vanasse, représentant de l'Association Internationale des Pompiers dans le Québec.

Les pompiers présenteront d'abord un projet de "Loi concernant les Services d'incendie". On sait que de telles lois existent déjà en Ontario, Colombie, Alberta et Saskatchewan. Celle d'Ontario est particulièrement avantageuse et passe pour la meilleure en son genre dans toute l'Amérique du Nord. C'est elle qui a servi de modèle dans l'élaboration du projet qui sera présenté à Granby. Cette loi a pour but de protéger les employés d'incendie contre les abus des corporations municipales et de garantir l'exécution des décisions arbitrales. En cinq ans d'application d'une telle loi en Ontario, le salaire moyen du pompier a augmenté du tiers, les heures de travail ont sensiblement diminué et le nombre des pompiers permanents est passé de 1900 à 3400. Les pompiers du Québec demanderont donc à la Fédération Provinciale du Travail de les aider dans leurs démarches pour amener l'adoption d'une loi semblable dans notre province.

### Nombreuses résolutions présentées par les sapeurs

En plus, les pompiers présenteront plusieurs résolutions relatives au bien-être de la classe ouvrière. Ces résolutions concerneront les sujets suivants: les bourses d'études aux enfants des travailleurs, l'établissement de cliniques pour les familles ouvrières, les fonds de pension des employés d'incendie,

l'exécution des décisions arbitrales dites "exécutives", les vacances annuelles pour les employés municipaux, les heures de travail dans les services d'incendie, les brevets d'injonctions, l'impôt sur les pensions, la marchandise unioniste, l'impôt sur les revenus de plus de \$3,000, l'attitude à prendre vis-à-vis l'infiltration communiste, l'éducation des ouvriers sur la nécessité de l'augmentation des taxes municipales pour donner aux employés civiques un salaire viable, la protection des droits ouvriers et civils.

Il est à remarquer que la résolution rédigée par les pompiers sur l'infiltration n'est pas une démonstration de fanatisme condamnant les communistes comme tels. Elle met tout simplement en lumière le jeu de certains communistes qui se servent du mouvement ouvrier pour atteindre leurs fins politiques, mais en même temps, elle démasque le jeu de certaines autorités qui se servent de la lutte anti-communiste comme d'un paravent pour mieux détruire les unions ouvrières. Enfin elle recommande à la Fédération de travailler à former des chefs à l'esprit chrétien qui se montreront aussi et plus actifs que les chefs communistes et sauront les supplanter aux postes-clés.

Avez-vous remarqué que le Bill 60 contient une disposition très contrariante concernant la nomination du président d'un tribunal d'arbitrage? Cette disposition dit tout simplement que le président du Comité D'Arbitrage sera nommé par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil... Il n'est pas question de tout dans le Bill de nomination faite du consentement des deux parties... Finis les jours des Brosard et des Montpetit sur les prochaines Commissions.

COMPLIMENTS  
of  
**The Esmond Mills Limited**  
•  
GRANBY

Téléphone 3797

**LALIBERTE FRERES**  
Fruits — Légumes — Poisson — En gros  
Wholesale Fruits — Vegetables — Fish

21, GUY GRANBY, P. Q.

Téléphone 449

**YELLIN & GOLDMAN**  
CLOTHING CONTRACTORS

427 CHAMPLAIN STREET JOLIETTE

# Le Comité Social des Pompiers de Montréal

C'est en 1944 qu'est née l'idée d'un Comité Social chez les pompiers de Montréal. On se rappelle qu'à cette époque, débuta aussi ce qu'on pourrait appeler l'ère de l'unionisme progressif au sein de nos sapeurs. C'est donc dire que les initiateurs du mouvement unioniste moderne chez nos pompiers sont à peu près les mêmes hommes qui ont mis en branle ce Comité Social qui a à son actif plusieurs réalisations pour le bénéfice et des pompiers eux-mêmes, et de la population en général.

Les confrères D. A. Vanasse, A. Rémillard, J.-M. Gauthier, A. Planche, C. D. Gladu et plusieurs autres qui furent en 1944 les piliers de la nouvelle organisation syndicale des pompiers mirent de l'avant une nouvelle formule. Ils firent comprendre aux sapeurs leur rôle de serveurs publics, le devoir social qu'ils avaient à accomplir et les bénéfices que pourraient retirer les pompiers en se mêlant plus activement aux activités sociales de leur ville et en organisant eux-mêmes des activités pour le bénéfice des enfants ou des adultes de la métropole. Celui qui fut la première bougie d'allumage du Comité Social des Pompiers fut M. Olivier Gauthier, qui se dépensa sans compter à venir jusqu'à il y a deux ans. C'est lui qui mit sur pieds la plupart des activités sociales ou sportives de nos pompiers de 1944 à 1947.

L'entreprise la plus remarquable de ce Comité est l'organisation de deux grands festivals sur l'île Ste-Hélène, chaque été. Ces festivals attirent chaque saison quelque 50.000 personnes et sont préparés spécialement pour le divertissement des enfants. En ces jours-là, nos pompiers comblent les enfants de cadeaux, de souvenirs et préparent à leur inten-

tion tout un programme d'attractions qui les remplit de bonheur. Le dépouillement de l'arbre de Noël des pompiers, au Marché St-Jacques, est aussi une initiative d'envergure. Il se réalise chaque hiver en faveur des orphelins de nos familles de pompiers et aussi au bénéfice de plusieurs enfants venant de certaines institutions. Là encore, nos pompiers rendent heureux une multitude d'enfants en leur distribuant jouets et souvenirs et en leur présentant un programme de variétés des plus attrayants.

En plus de ces activités sociales d'été et d'hiver, le Comité Social des Pompiers favorise la poursuite de cours de toutes sortes pour nos sapeurs et encourage fortement les activités de deux ligues de quilles dont font partie pas moins de 180 pompiers. La balle-molle et la natation sont aussi deux sports que le Comité contribue à faire pratiquer à nos employés d'incendie.

Pour la première fois cette année, le Comité Social des Pompiers a organisé, pour le bénéfice de tous les citoyens de Montréal, un grand bal au Forum de Montréal, mettant en vedette le fameux Shep Fields et son "Rippling Rhythm". Plus le Comité Social des Pompiers aura de ressources, plus il sera en mesure de contenter les milliers d'enfants qui participent aux Festivals de l'île Ste-Hélène et au dépouillement de l'arbre de Noël.

Comme on le voit, quand la population de Montréal encourage les activités du Comité Social des Pompiers, elle se rend service à elle-même, car toutes les activités de ce Comité tournent en définitive à l'avantage des citoyens de notre Ville.



Le club de balle-molle des pompiers, géré par le sportsman Roger Pothier, qui balaye tout sur son passage dans la ligue Ste-Marie Int.



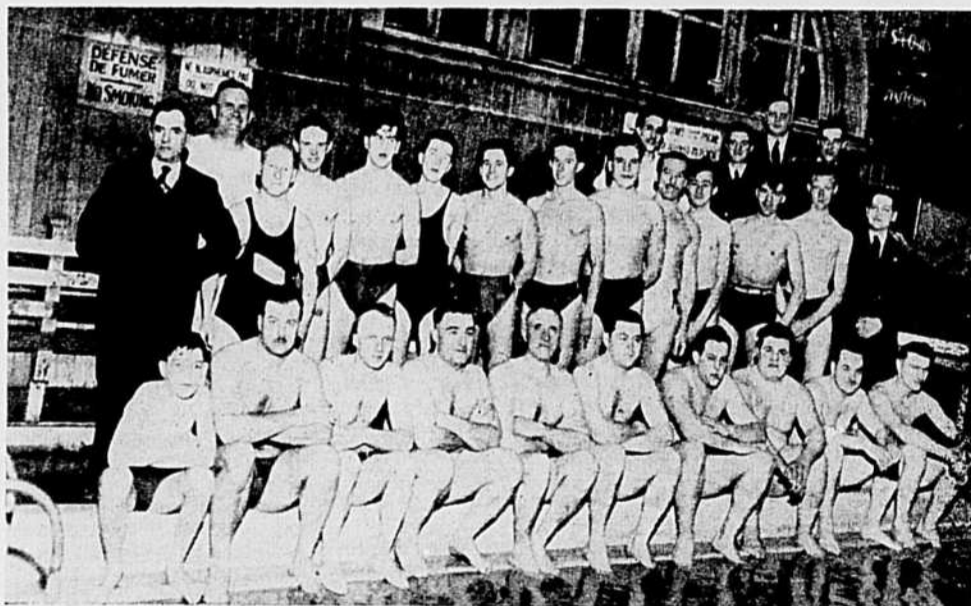
Un groupe de pompiers participant à un des programmes de la ligue de quilles du S.I.M., patronisé par le comité social.



Mlle Pierrette Champoux interview un jeune malade lors d'un programme radiophonique organisé par les pompiers, au parc Lafontaine.



Les sapeurs distribuant des souvenirs aux enfants, lors de leurs festivals, à l'île Ste-Hélène.



Ces sapeurs suivent les cours de natation organisés par le comité social, en vue de gagner les certificats de la Société Royale de sauvetage.

**Slack Brothers**   
WATERLOO QUE

Canadian Pacific Express — Canadian National Express

Wholesale Growers of

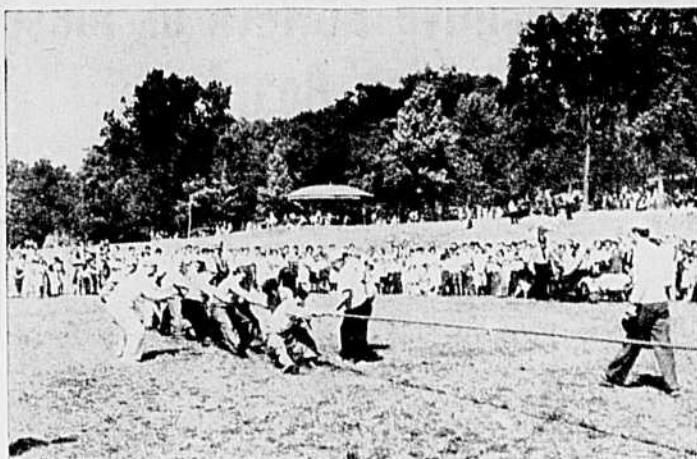
**GREENHOUSE PRODUCE**

Specialties: MUSHROOMS, RHUBARB, CARNATIONS

**WATERLOO, QUE.**



Le chef d'orchestre Shep Fields est ici entouré des danseuses qui ont ouvert le bal des pompiers, au Forum, le 13 mai dernier.



Epreuve de souque à la corde aux festivals des pompiers

Telephone 464

Bienvenue de

### Langlois & Fils Enr'g.

REPRESENTANT DU DISTRICT DE GRANBY

THE NATIONAL BREWERIES LIMITED

DAWES BLACK HORSE ALE — DAWES CREAM PORTER  
DOW ALE

387 RUE MAIN

GRANBY, P. Q.



Les 14 sapeurs qui ont ouvert le premier grand bal annuel des pompiers, au Forum le 13 mai dernier.

TELEPHONE 1400

## Three Rivers Shipping Co. Reg'd

STEVEDORES STEAMSHIP AGENTS  
& GENERAL CONTRACTORS



AMEAU BUILDING

THREE RIVERS, QUE.

CANADA



Le Père Noël, Charlotte, Armand Marion et Michel Sauro, au dépouillement d'arbre de Noël des pompiers, organisé par le comité social.

#### Reason Enough

She has insisted on taking along every garment she owned. They arrived at the station loaded with baggage.

"I wish," said the husband, thoughtfully, "that we'd brought your piano."

"Now, let's not try to be funny," came the frigid reply.

"I'm not trying to be funny," he sadly explained. "I left the tickets on it."



### "EXPORT"

CANADA'S FINEST  
CIGARETTE

Meilleurs vœux de succès

FONDEE EN 1860

## GIRARD & GODIN Limitée

Manufacturiers de Fournitures Funéraires  
de Toutes Descriptions

Fabrique et Bureau  
Ruelle Bellefeuille  
LES TROIS-RIVIERES

Succursale  
34, Ouest, rue St-Paul  
MONTREAL

La plus importante industrie du genre au Canada.

# The Executive Powers of these Arbitration Boards.....

By Andre PLANTE

When everyone was satisfied with the shape of things and when the administrators of the City of Montreal were on the point of accepting the unanimous sentence given in favour of the firemen by the Montpetit Arbitration Board, a new difficulty sprang up and froze our enthusiasm. Indeed the Executive Committee of the Metropolis appeals the Arbitration Board sentence to the Municipal Board presided by udge Migneault in Quebec City. It is not that the firemen fear that the advantages won at such a high cost will slip thru their hands, but nevertheless they question themselves why the members of the Quebec Legislature pretend and claim that the Arbitration Board sentences, in the case of employees of public services and utilities become effective once approved by the Labor Minister... Between ourselves, the word "Executive" should at least imply the duty of execution.

### RESULTS OF BILL 62

The fact is that in Montreal we are witnessing the first conclusive experiment of the law created as a result of the adoption of Bill 62. You well remember that after the resounding strike in 1943, strike that the employees were forced to declare in order to gain their union's standing by the City authorities, the right of striking was simply taken away from the employees of public services and utilities by the Government of the Province of Quebec who pretended at the time to give these employees a compensation by giving them a system that would give them justice. This system was the compulsory Arbitration Board whose sentence was effective once approved by the Provincial Minister of Labor. A few years later though the members of the Quebec Legislature believed that the lot of the civic employees was improving too fast and they quickly put brakes in the wheels of these Arbitration Boards. They adopted Bill 62 that granted the right to the Municipal Board to alter or repeal altogether an Arbitration Board sentence in the event that one of the members of said Arbitration Board appeared to be too generous for the employees. Finally you remember only too well the adoption of Bill 60, aimed to reduce in a more complete manner the civic employees to impotence. So well and so completely annihilated are the employees of public services and utilities that today they have no right to strike and not even the Arbitration Boards originally established to replace this right to strike.

### THE CASE WILL BE SETTLED IN FAVOR OF THE EMPLOYEES

Although Bill 62 has been in force for the last three or four years, it is the first time that the City of Montreal takes advantage of its clauses. Just what does this appeal by the City to the Municipal Board mean for the firemen? We sincerely believe that our members should not worry too much because the case will soon be settled in their favour. We must understand that after an Arbitration Board sentence is given, both parties have a maximum limit of fifteen days to lodge an appeal to the Municipal Board. What happened was that the lapse of time granted by the law was expiring and the city authorities had not reached a decision. The resolution adopted by the Executive Committee lodging an appeal clearly states: "This Committee continues to study the Arbitration Board sentence approved by the Minister of Labor on April 30, 1949". It then appears that the decision reached by the Executive Committee was taken as a precautionary step. Another revealing factor is that the lawyers of the City have not yet been requested to prepare a defense before the Municipal Board. Besides, didn't the President of the Executive Committee, Mr. J. O. Asselin declare himself that the City intended to abide by the Montpetit Arbitration Board.

### BY-LAW No. 1735

There is no doubt that the city of Montreal can find the necessary funds to pay the salary increases and the retroactivity ordered by the Arbitration Board sentence. Nevertheless there is in the Charter of the City By-Law No. 1735 which decrees the exact distribution of these financial surpluses by the administrators: a share goes to the creditors of the City, another share for the administration and a final share is reserved for the next budget. This By-Law simply cannot be ignored. Only a special law, an order-in-council by the Lieutenant Governor of the Province or a decision by the Municipal Board can bring about a change of the said By-law.

We sincerely recommend to our members that they remain confident. The payment of retroactive salaries decreed by a unanimous Arbitration Board sentence is one major reason for altering By-law 1735. If we have been successful in obtaining such a favourable sentence, we feel sure that we will be as successful in getting it carried out. Everyone will be in a position to realize soon that the case will be settled in our favour. Let us now peacefully but unswervingly maintain our will to have our rights respected in a disciplinary and legal way. It is certainly not one more or one less difficulty that will make us falter. If such was the case, we would not deserve the worthy name of "brave firemen".

### Civic Employees, Beware

There is a clause in the "Law governing the employees of Municipal Corporations and of School Boards" which the civic employees should not easily forget. It is the last paragraph of Article 4.

We know that this "Law concerning the employees of Municipal Corporations and of School Boards", a result of Bill 60, states that the labor differences between the Municipal Corporations and their employees shall be submitted and decided by Arbitration Boards composed of three members and renewed every two years. What the civic employees must forget though is the fact that the first Arbitration Boards must be set up in the course of June 1949 to become effective on July 1, 1949. It is then during this present month that all our locals must submit to the Minister of Municipal Affairs for the occasion, Hon. Bona Dusseault, one member who must represent them on these Arbitration Boards that shall then be in office until the end of the fiscal year in 1951.

Therefore we strongly recommend to all officers of our different locals to study very carefully this new law that I forwarded them and to pay particular attention to the article I have just mentioned. Note well that the renewal date for the collective bargaining contract or the state of labor relations between a city and its employees have nothing to do in the formation of the Arbitration Board for July 1, 1949. The law clearly states that the Arbitration Boards must be established everywhere, even if said Arbitration Boards may not be needed due to friendly labor relations existing between the cities and their employees.

L. PERREAULT, Secretary Treasurer.

### LE CARNET DU "FURETEUX"

(Suite de la page 8)

piers est formée de Me André Montpetit comme président, Charles Sylvestre comme arbitre patronal et Me Marc Lapointe comme arbitre syndical. Quelques points techniques sur lesquels, nous n'avons pu obtenir de précisions retardent actuellement l'ouverture des séances...

Mon futur gendre, je serai la perle des belles-mères.

— Je n'en doute pas. D'ailleurs, nous vous inviterons souvent.

— Ah! Pourquoi?

— Toutes les fois que nous aurons besoin d'argent.

### ECOUTE-MOI DONC...

AUJOURD'HUI, AVEC LA BELLE TEMPERATURE REVIENT LA CHANSON "DES MAISONS BATIES A BON MARCHÉ, TU SAIS, UNE VÉRITABLE OCCASION?"



NOW THAT THE NICE WEATHER IS HERE AGAIN, WE HEAR THAT "OLD SONG" OF BUILDING HOUSES AGAIN - CHEAP, HE SAYS, IT'S A BARGAIN!

MAIS, REGARDEZ-LA! ELLE NE SE QUALIFIE MÊME PAS POUR UNE VENTE DE FEU!



- BUT TAKE A LOOK! IT WOULDN'T EVEN QUALIFY FOR A FIRE-SALE!

IL Y A TOUJOURS ASSEZ DE COUVERTURE POUR LE PRÉSIDENT.....



MAIS LES DEUX AUTRES ?



L'équipe des pompiers de Québec qui a dû baisser pavillon devant celle des pompiers de Montréal, après une série de dix parties très contestées au jeu de quilles.

en bas : Jos Paré, Chef Wagner, F. Raymond, L. Laverdure en haut : B. Vézina, P. Pagé, P.-H. Bisson, A. Lacombe

WELCOME

BELVAL RESTAURANT

DAY AND NIGHT SERVICE

BIERE ET VIN

130 MAIN STREET

GRANBY

par Phil BROSSARD

Tél. 1010

## La Coopérative des Tabacs Laurentiens

JEAN BORDELEAU, Gérant



RUE CHAMPLAIN

JOLIETTE, QUE.

### Heures-hommes et salaires horaires

Ottawa. — Au 1er mars, le gain hebdomadaire des employés à l'heure, dans les principales fabriques canadiennes, s'établit en moyenne à \$41.83 (un nouveau sommet) contre \$41.70 un mois avant et \$38.02 un an auparavant. D'après le Bureau fédéral de la statistique, le gain horaire moyen touche aussi un nouveau sommet de 97.5 cents; c'est 0.3 cents de plus que le mois précédent et 10.8 p. 100 de plus que l'an dernier.

Dans l'industrie manufacturière, il n'y a pas de changement général dans le nombre moyen d'heures de travail durant la semaine du 1er mars au regard du 1er février; la moyenne reste à 42.9 heures contre 43.2 au 1er mars 1948.

Comparativement au mois précédent, la semaine de travail est plus courte dans les industries du tabac, de l'argile, de la vitre et de la pierre, de transformation des métalloïdes, du fer et de l'acier, du caoutchouc et plusieurs autres. Elle augmente dans l'industrie des produits du bois, dans celle des produits végétaux comestibles et dans l'impression et l'édition.

PH. 5421

WELCOME

## Mt. Shefford Hotel

BEST BAR IN TOWN

GRANBY, QUE.

COMPLIMENTS  
of

## Miner Rubber Co. Limited



GRANBY

### La censure et le vidéo

Les censeurs de films ontariens sont aux abois depuis que certains Canadiens, possesseurs d'appareils récepteurs de télévision, captent certains postes américains et voient des films non censurés. La télévision dans ces conditions pose un problème pour les censeurs.

M. O.-J. Silverthorne, président du bureau de censure d'Ontario, a conféré à ce sujet avec l'hon. Leslie Frost, C.R., trésorier de la province d'Ontario. Selon la position prise par le gouvernement ontarien, il ressort que les films transmis par voie de télévision tombent sous le coup de la censure au même titre que les films montrés dans les cinémas réguliers. Cependant aucune décision n'a été prise.

*Cruelle énigme pour Anastasie!*

BIENVENUE A GRANBY

Meilleurs voeux de succès

## AGENCE "MOLSONS"

J. E. ISABELLE  
*Agent*

J. G. FORAND  
*Gérant*

Tél. 3851

## A. MESSIER

MANUFACTURIER

PORTES ET CHASSIS

MATERIAUX DE CONSTRUCTION

423 rue PRINCIPALE

GRANBY, Qué.

Compliments  
of

## BOLTA PLASTICS LTD.

GRANBY, QUE.



Maison fondée en 1885

## S. VESSOT COMPANY Limited

FONDERIE DE FONTE, CUIVRE ET ALUMINIUM

Nouvelles moulages à marteaux, deux cylindres (nouveau principe)

Machines Vessot à rouler le grain  
Malaxeurs à moulée

Moules pour la fabrication de tuyau en béton  
Pelles à tracteur se reliant à tout tracteur FORD

JOLIETTE, QUE.

COMPLIMENTS

OF

## JAS. A. OGILVY'S LIMITED

ST. CATHERINE AT MOUNTAIN

## Les Autobus Desmarais

vous conduisent partout

SERVICE ENTRE

JOLIETTE — ST-GABRIEL — LOUISEVILLE

JOLIETTE — STE-EMELIE — ST-MICHEL

DES SAINTS

et

DANS LA CITE DE JOLIETTE

Tél. 954

Terminus: 374 rue Notre-Dame  
JOLIETTE

## J. S. MITCHELL & CO., LTD.

WHOLESALE AND RETAIL

HARDWARE	MINING SUPPLIES
PLUMBING & HEATING	ELECTRICAL SUPPLIES
COAL	BUILDING SUPPLIES
PAINTS	SPORTING GOODS

SHERBROOKE, QUE.

Compliments  
of

INTERNATIONAL FERTILIZERS LIMITED  
QUEBEC CITY

## Léon Pagé

Président

THE PAGE EQUIPMENT & CONSTRUCTION CO. LTD.  
REGIONAL ASPHALT LIMITED  
PAGE CONSTRUCTION (QUEBEC) LTEE  
CARRIÈRE ST-MAURICE INCORPORÉE  
PRODUITS DE CIMENT ST-MAURICE

STUDIO HEBERT LTEE

ENSEIGNES "NEON"

ECLAIRAGE "COLD CATHODE"

TROIS-RIVIERES, QUE.

135 BOULEVARD NORMAND

Tél. 5260

C. P. 299

### Vacations With Pay in Manufacturing Industries In Canada

Almost every worker employed in manufacturing in Canada now receives an annual paid vacation. Hon. Humphrey Mitchell, Minister of Labour, stated today.

The Minister said that this had been revealed by a study prepared in the Research and Statistics Branch of the Department of Labour, which is published this week in the Labour Gazette.

This was the first study of its kind in Canada, and based on a survey made in October, 1947, of 4,339 establishments employing almost 600,000 manufacturing workers, Mr. Mitchell said.

According to the study, the commonest form of vacation is one week after a year of service. Two-thirds of the workers are also eligible for a second week's holiday, usually after five years' service. Vacations of three weeks are available to about 20 per cent of the workers in manufacturing, usually after 20 or 25 years' service.

Six of the ten provinces require paid vacations by law; of these Quebec, Ontario, Manitoba and British Columbia require one week after a year of service. Alberta requires one week after a year's employment, and two weeks after two years. Saskatchewan legislation provides for two weeks after a year of service.

The survey shows that at least 98 per cent of the workers in manufacturing receive annual paid vacations. The workers in manufacturing getting no paid vacation are usually employed in industries of a seasonal nature, such as fruit and vegetable canning or in planing and sawmills where casual labour is often employed. There is, however, considerable variation in the kind of vacation given, and in the length of service required for the worker to qualify for paid vacations of different lengths.

Mr. Mitchell said that the survey found that 90 per cent of the workers received a week's paid vacation after a year or less of service; and eight per cent were eligible for an initial vacation of two weeks, usually after a year of service.

Nearly 30 per cent of the total number of workers were in establishments in which the vacation did not exceed one week, regardless of the length of service.

About 50 per cent of the workers were in establishments which provided a maximum vacation of two weeks after a service ranging up to 25 years, but mainly after five years.

In cases where workers were eligible for a maximum vacation of three weeks (usually after 25 years' service) the customary pattern consisted of an initial vacation of one week, along with a provision for two weeks after an intermediate period of service.

### FDR Wanted to Equalize

As Governor of New York State and President of the United States, Franklin Delano Roosevelt wanted "to equalize the power of labor and capital", Mrs. Roosevelt will say in the first installment of her new memoirs, "This I Remember", which will appear in the June issue of McCall's Magazine, out May 27.

"As Governor", Mrs. Roosevelt will say, "Franklin showed his interest in labor and his belief in labor's rights. He felt that they should receive the same consideration that management's rights received, and when times became hard the theory that government had a responsibility toward the people was inaugurated in the state policies."

"Franklin has been accused of giving labor too much power, but his effort was simply to equalize the power of labor and capital. Being a close student of history, he knew how great and unhampered capital's power had been during some previous administrations."

Running to 125,000 words, Mrs. Roosevelt's memoirs will appear in McCall's in seven installments, beginning with the June issue.



**ACHÈTE BIEN  
QUI ACHÈTE**  
*chez*

**Dupuis Frères**  
LIMITÉE

RAYMOND DUPUIS, président. A.-J. DUGAL, v.-p. et ger. gén.

865-est, rue Ste-Catherine  
MONTREAL

*Au service du public depuis 1868*

## Mack Molding

LIMITED

WATERLOO, QUE.

## ANGLIN-NORCROSS CORPORATION LIMITED

CONTRACTING ENGINEERS  
AND BUILDERS

MONTREAL  
892 Sherbrooke S. W.

QUEBEC  
253 St. John St.

HALIFAX  
Nova Scotia

TORONTO  
57 Bloor St. West

Best Wishes for a Successful Convention

## Kimball Automobile Limited

Pièces de rechange — Spare Parts

333 St-Antoine — TROIS-RIVIERES — Téléphone: 527

FORD MERCURY MONARCH LINCOL ZEPHYR TRACTEURS

Meilleurs voeux de succès

BRITISH AMERICAN SILK MILLS LIMITED

GRANBY, QUE.

Montreal Office: 1449 ST. ALEXANDER STREET

Telephone: Granby 2193

Best Wishes for a Successful Convention

## NORDIC HOSIERY LTD.

FULL FASHIONED HOSIERY

GRANBY, QUE.

### Union Label Week

"I urge every branch of the American Federation of Labor and Women's Auxillaries to observe Union Label Week, September 3rd through the 10th", said I. M. Ornburn, secretary-treasurer of the Union Label Trades Department, which sponsors that period which has been approved by the American Federation of Labor as a week set aside for publicizing Union Labels, Shop Cards and Union Buttons. "Here is an opportunity", he declared, "to initiate a drive for union products and union services that is geared to our all-time pattern of Union Label activities. Let's celebrate this week, over Labor Sunday and Labor Day, by a genuine old-fashioned revival spirit. Let's devote the whole week to our great cause and prove to consumers that the Union Label guarantees the highest quality and best craftsmanship in merchandise and also that the Shop Card and Union Button assure the greatest proficiency in services.

"The general purpose of Union Label Week is to create a better understanding of what the American Federation of Labor has done to build America and what its future program will mean for all citizens", he added, "and by an educational drive during the 8-day period greater goodwill can be established with the public. Governors of states and mayors of numerous cities have already issued proclamations. Business and professional men should be invited to participate in making Union Label Week an outstanding event in every city and community".

### Winners In Contests at Union Industries Show

At the Union Industries Show, recently held in Cleveland, the winners of the nation-wide apprentice bricklaying contest, conducted by the Bricklayers, Masons and Plasterers International Union of America, were: first, Charles G. Adams, of Ark.; second, William J. Watts, Jr., of Pa. The national competition was the first ever held. Five thousand young aspirants from every state in the union were entered in the contest and it attracted national interest and publicity.

I. M. Ornburn, director of the Union Industries Show, congratulated winners in other contests conducted at the 4th AFL exhibition. Among the various lucky persons was L. M. Griffiths, of Utah, who won a Nash automobile in a drawing sponsored by the International Brotherhood of Blacksmiths, Drop Forgers and Helpers. Other prizes were also awarded by the Blacksmiths to I. S. Pofuna, of Mich., who received a Kelvinator; James Kasl, of Ohio, a Johnson outboard motor; Paul Britanak, of N.J., a Fleuger rod and reel, and A. Guay, of Quebec, Can., a bicycle.

### Quebec Leads Way

Honourable Humphrey Mitchell, the Minister of Labour, announced today that at middle of May unplaced applicants registered for employment in Canada with the National Employment Service were 31,400 fewer than one month previous.

Unplaced applicants at May 12 for Canada totalled 178,800 as compared with 230,200 at the middle of April. The seasonal upswing in employment had been felt in all regions with Quebec leading the way with a drop in unplaced applicants of 17,900 in this 30-day period. Ontario showed a reduction of 12,600; the Prairie Provinces 10,200; Pacific Region 8,700; and the Maritimes 1,900.

The situation in British Columbia had greatly improved during recent weeks, Mr. Mitchell stated. On May 19, unplaced applicants in the Vancouver area numbered about 14,500, 3,400 fewer than the month previous. Unemployment Insurance "live claims" in that city at the end of April stood at about 11,400 as compared with 22,800 at the end of February.

COMPLIMENTS OF

## The Windsor Hotel

SAUVE & SAUVE, Proprietors

EXCELLENT ACCOMMODATION FOR  
PERMANENT OR TRANSIENT GUESTS

CONVENTION  
HEADQUARTERS

COMPLIMENTS OF

J. H. BRYANT, LIMITED

Quality Beverages for Over Half a Century

SHERBROOKE, QUE.

CONVENTION GREETINGS

## ASSOCIATED TEXTILES OF CANADA LIMITED

Head Office: 1172 SHERBROOKE ST. W.  
MONTREAL

Mills — LOUISEVILLE, QUE.

Our best wishes to all delegates attending  
the 12th Annual Convention of the  
Quebec Provincial Federation of Labor

**Industrial Specialty Mfg. Co.**  
LIMITED  
MAGOG, QUE.

COMPLIMENTS  
of

**Granby Elastic Web**  
LIMITED

GRANBY, QUE.

COMPLIMENTS OF

**Three Rivers Grain Elevators  
Company Limited**

GRANBY

Telephone 2835

WELCOME

**Granby Metal Tubing Co. Ltd.**  
AMEUBLEMENTS CHROMES et PLACAGE  
CHROME FURNITURE and PLATING

40, Robinson

GRANBY, Que.

**Le Québec en tête**

Le ministre du Travail, l'hon. Humphrey Mitchell, annonce aujourd'hui qu'à la mi-mai les aspirants à l'emploi inscrits aux bureaux du Service national de Placement au Canada étaient moins nombreux de 51,400 qu'au mois précédent.

Le nombre des aspirants non placés au 12 mai s'élevait au Canada à 178,800, en comparaison de 230,200 à la mi-avril.

Le mouvement de hausse saisonnière de l'embauchage s'est fait sentir dans toutes les réunions et la province de Québec était au premier rang avec une baisse de 17,900 aspirants non placés, pour cette période de 30 jours. L'Ontario signale une baisse de 12,600, les provinces de la Prairie, 10,200, la région de la côte du Pacifique, 8,700 et les provinces maritimes, 1,900.

La situation en Colombie-Britannique s'est bien améliorée au cours des dernières semaines, déclare M. Mitchell. Au 19 mai, les aspirants non placés étaient au nombre de 14,500 dans la région de Vancouver, 3,400 de moins qu'au mois précédent. Les "réclamations actives" d'assurance-chômage dans cette ville à la fin d'avril se chiffraient à quelque 11,400, en regard de 22,800 à la fin le février.

**Les touristes seront protégés à Montréal**

Le comité exécutif du bureau de tourisme et des congrès de Montréal annonce qu'il a approuvé le principe d'admettre comme membres de cet organisme les maisons de touristes. Toutefois, pour être éligibles, les propriétaires de ces maisons devront maintenir un niveau de propreté et de confort assurant un gîte adéquat aux visiteurs. Ils devront également énoncer leurs prix, que le bureau publiera dans des brochures distribuées au Canada et aux Etats-Unis. On estime que cette décision contribuera à protéger les touristes contre toute exploitation et à les écarter de maisons où la propreté laisse désirer.

**Retraits de la F.S.M.**

La C.G.T. danoise vient de confirmer qu'elle ne fait plus partie de la Fédération ouvrière mondiale.

D'après la radio australienne, la Nouvelle-Zélande se serait retirée de la Fédération syndicale mondiale.

**Hausse du tarif de la censure**

Les taux de la province de Québec pour la censure des films sont actuellement les plus élevés au pays. Ces taux ont monté de \$6 à \$10 les mille pieds de pellicule. En février 1946, ils avaient monté de \$3 à \$6. Le nouveau tarif est de \$5 pour les premiers 500 pieds et de \$5 pour les 500 pieds suivants ou moins, annonce le *Canadian Film Weekly*.

Elle.—Le connais-tu ce monsieur là-bas qui ne cesse de me regarder; il me trouve sans doute jolie.

Lui.—Peut-être, c'est Machin, le célèbre collectionneur d'antiquité.

Compliments of

**Roby Worsteds Ltd**

GRANBY, Que.

Téléphones: 701-702

**GUSTAVE GUERTIN**

Grains et rations balancées

JOLIETTE

**Sherbrooke Machineries**

LIMITED

Manufacturers

of

PULP AND PAPER MAKING MACHINERY

SHERBROOKE, QUE.

**PANTHER RUBBER COMPANY LIMITED**

Manufacturers of

Panco & Bilrite Taps, Soles and Heels

also

"Panolene" superior Solding  
Material

Sherbrooke, Que.

Compliments

of

**KRAFT FOODS Limited**

COMPLIMENTS

**GOTHAM HOSIERY Co.**  
of CANADA LIMITED

Sales office  
MONTREAL

Mills  
ST. HYACINTHE, Que.

YOU WILL BE AT HOME

at

**GRANBY CABINS**

HEATED — RUNNING WATER — SHOWERS

AND ENJOY OUR

HOME COOKED MEALS

IN OUR

DINING ROOM

Phone 2524

Hugh F. Gordon